

Subject Files Regarding Organization
Structure and Responsibilities

C/ORG/130/1- Reports (Annex)

01/01/1959-30/04/1964

4/5

PLEASE RETAIN

ORIG. FILED

UN ARCHIVES

SERIES 5-0730

BOX 5

FILE 4

ACC. DAG-13/1-6-1-0

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



GENERAL
LEO/PROG/3

RAPPORT SUR LES OPERATIONS CIVILES EN 1963

Le 30 avril 1964

TABLE DES MATIERES

	Page
Introduction	i
Tableau de la répartition du personnel	vi
Agriculture	1
Communications	
Aviation civile	6
Météorologie	10
Services postaux	14
Télécommunications	17
Transports	20
Développement communautaire et services consultatifs en matière sociale	23
Analyse et coordination économiques	27
Education	31
Bourses de perfectionnement	36
Santé	39
Magistrature	44
Travail	47
Mines	51
Instruction de la police	54
Administration publique	55
Finances publiques	59
Travaux publics	66
FISE	70

INTRODUCTION

En 1963, l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire de son programme d'Opérations civiles au Congo, a continué à fournir l'assistance technique la plus importante qu'elle ait jamais accordée à un pays déterminé. Les circonstances dans lesquelles le Gouvernement congolais a demandé à l'origine ce programme sont bien connues. Ce dont on ne se rend en général pas bien compte c'est que, alors que pour les autres pays l'assistance technique offre des perspectives de meilleurs niveaux de vie, le Congo avait besoin d'une telle assistance sur une échelle sans précédent, simplement pour prévenir une chute catastrophique de son niveau de vie et un effondrement total de ses structures sociales, économiques et administratives.

L'assistance extérieure en provenance des Nations Unies et d'autres sources, combinée à de longues et patientes négociations politiques et à l'influence stabilisatrice des forces militaires et de police de l'ONUC, a aidé le Congo à éviter la désintégration qui menaçait les débuts de son indépendance. En dépit des multiples problèmes, l'économie ne s'est pas effondrée. Au contraire, depuis l'établissement d'un Gouvernement central légalement constitué au cours du second semestre de 1961, il y a eu un progrès sensible, bien que lent, vers le rétablissement. Ce progrès a été particulièrement marqué en 1963. Les avantages économiques de la réunification nationale sont apparus graduellement et ont été renforcés par les réformes monétaires introduites en novembre dernier. Bien que les pénuries et la montée des prix aient persisté, la position du pays en devises étrangères a donné des signes d'amélioration, et l'on comptait que le budget national de 1964 serait équilibré. Avec le règlement envisagé du contentieux en suspens entre les Gouvernements congolais et belge, il y a des perspectives raisonnables d'amélioration économique constante, pourvu que la stabilité politique puisse être maintenue et renforcée.

Le nombre des experts et techniciens fournis en 1963 par l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées s'est maintenu à environ 600, représentant 48 nationalités différentes. Ils ont travaillé dans les domaines suivants: finances et économie, transports, santé, administration publique, agriculture, aviation civile, travaux publics, mines et ressources naturelles, services postaux, magistrature, météorologie, télécommunications, main d'oeuvre, éducation, bien-être social, formation de la jeunesse et développement communautaire. En outre, pour l'année scolaire 1963-1964, l'UNESCO a aidé à recruter 800 professeurs d'école secondaire, soit 240 de plus que l'année précédente; cela a permis à 85 000 étudiants de s'inscrire dans les écoles secondaires, contre 73 000 en 1962-1963 et 28 900 en 1959-1960.

La fin de la sécession katangaise en janvier 1963 a donné de nouvelles responsabilités aux Opérations civiles des Nations Unies, car on a eu besoin d'urgence d'experts pour aider les autorités du Gouvernement central à réintégrer les services qui étaient auparavant sous administration katangaise. Les experts des postes ont emmené avec eux à Elisabethville près d'une tonne de timbres congolais pour les distribuer, en l'espace de quelques jours, aux principaux bureaux de poste en remplacement des timbres katangais qui furent retirés. Des mesures ont été également prises pour mettre fin à la censure illégale du courrier. Un conseiller de l'ONUC en matière douanière a aidé à faire observer les instructions du Gouvernement central aux termes desquelles tous les revenus des douanes et des impôts devaient être versés au représentant du Conseil monétaire à Elisabethville. Des experts de l'immigration ont aidé à établir des bureaux d'immigration du Gouvernement central à Elisabethville et dans d'autres centres importants. Des techniciens de l'Aviation civile, des télécommunications et de la météorologie ont coopéré avec le personnel katangais pour réparer et remplacer l'équipement endommagé et améliorer les installations et les mesures de sécurité aérienne. Des programmes de formation d'un personnel des postes et des douanes ont commencé à être mis en oeuvre à Elisabethville. Le personnel des Opérations civiles a aidé le Conseil monétaire à assumer le contrôle de la Banque nationale du Katanga, et les avions de l'ONUC ont apporté quelque sept tonnes de monnaie congolaise et ont été également utilisés pour recueillir la monnaie katangaise dans les succursales de la Banque nationale et dans d'autres endroits à l'extérieur du Congo. Une mission d'experts a été envoyée pour examiner les 40 ponts ferroviaires et routiers qui avaient été détruits ou endommagés. Alors que la réparation des ponts ferroviaires était principalement assumée par les compagnies de chemins de fer, les consultants en travaux publics des Nations Unies ont aidé les autorités du Gouvernement central à établir un programme d'urgence pour la reconstruction de quinze ponts routiers essentiels.

Pour répondre aux besoins immédiats causés par la destruction des ponts, l'ONUC a organisé le transport aérien de vivres, de médicaments et de produits de consommation de base, aidant ainsi à maintenir quelques liens économiques entre Elisabethville d'une part et des localités telles que Kamina, Albertville, Bukavu et Léopoldville d'autre part. Cela constituait l'extension d'un programme déjà en cours d'exécution dans d'autres parties du pays, destiné à utiliser l'espace disponible dans les avions de l'ONUC pour apporter à l'intérieur du pays des marchandises pouvant stimuler une reprise du travail. En tout, entre novembre 1962 et mars 1963, quelque 600 tonnes de vivres et de biens de consommation ont été transportées dans des avions de l'ONUC, outre 285 tonnes de médicaments, soit approximativement la moitié du total des médicaments fournis à l'intérieur du Congo. Plus tard au cours de l'année, une réduction draconienne de la flotte aérienne de l'ONUC a mis fin à cette action mais, à ce moment, de nombreux ponts avaient été réparés et les routes traditionnelles avaient été rouvertes.

Grâce à l'appoint des fonds de contrepartie des Etats-Unis et de la République fédérale d'Allemagne, l'année 1963 a connu une expansion appréciable du programme gouvernemental de travaux publics, exécuté avec l'assistance des Nations Unies dans de nombreuses parties du Congo. En moyenne, 12 000 personnes étaient employées en 1963 à la construction de routes, d'écoles et d'hôpitaux, ainsi qu'à d'autres projets utiles à l'économie du pays, au coût total d'environ 592 274 722 francs congolais, en comparaison de 224 millions de francs congolais pendant la période de deux ans et demi 1960-1962.

La formation, axée sur les services consultatifs et d'exécution, a continué à constituer un élément principal des Opérations civiles des Nations Unies. En particulier, une assistance a été fournie à l'Ecole nationale de Droit et d'Administration, à l'Institut national du Bâtiment et des Travaux publics, à l'Institut pédagogique national, à l'Ecole nationale des Mines, à l'Ecole de l'Aviation civile, à l'Ecole nationale des Postes, à l'Institut météorologique national, au Centre de formation du Personnel de bureau, aux centres permanents de formation des ingénieurs et mécaniciens agricoles, et aux écoles de formation des travailleurs sociaux et des fonctionnaires de la santé publique.

En outre, la formation et l'instruction ont constitué une partie essentielle des responsabilités de la plupart des experts et techniciens internationaux, travaillant en étroite coopération avec leurs homologues congolais. Quarante-sept bourses de perfectionnement à l'étranger ont été octroyées en 1963 au titre des Opérations civiles, surtout dans les cas où une formation spécialisée ou supérieure n'était pas encore possible au Congo.

Grâce à ces diverses activités de formation, il a été déjà possible en 1963 de commencer à remplacer une certaine partie du personnel international par des Congolais qualifiés, par exemple dans certains secteurs des services postaux (y compris la formation), météorologiques, des télécommunications et de l'aviation civile. Un autre événement important, vers la fin de 1963, a été le retour au Congo des 55 premiers auxiliaires médicaux, sur un total de 130, qui avaient été envoyés à l'étranger en 1960-1961 sous les auspices de l'OMS pour recevoir une formation de médecins dans des universités françaises et suisses. La présence de ces nouveaux médecins permettra une réduction graduelle, à partir de 1965, du nombre de médecins étrangers fournis par l'OMS.

Néanmoins, ce procédé de remplacement du personnel international par un personnel congolais prendra un certain nombre d'années, selon les titres et le nombre des personnes qualifiées qui seront requises. Entre-temps, on aura continuellement besoin d'un grand nombre d'experts et de techniciens, dans les domaines tant de la consultation que de l'exécution.

En ce qui concerne le personnel d'exécution, on envisage que les dépenses pourront être progressivement imputées sur le budget national congolais. Cela permettra à l'aide internationale de se limiter à ses secteurs traditionnels: services consultatifs et formation.

Déjà en 1963, le financement d'une partie des opérations civiles a été pris en charge par le Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies et les Programmes ordinaires des Nations Unies, ainsi que par certaines institutions spécialisées. Le Fonds spécial a été chargé de financer l'Institut national du Bâtiment et des Travaux publics et, en janvier 1964, l'Ecole nationale des Mines et l'Institut pédagogique national. De son côté, le Gouvernement congolais a apporté des contributions appréciables aux secteurs du programme concernant l'agriculture et les travaux publics.

Cependant, la plus grande partie du programme a continué à être financée par le Fonds des Nations Unies pour le Congo, créé conformément à une résolution adoptée par l'Assemblée générale le 20 septembre 1960. Ce Fonds est constitué par des contributions bénévoles de Gouvernements Membres des Nations Unies. Les contributions reçues de 16 gouvernements, dont le Gouvernement du Congo, ont totalisé 44 513 825 dollars depuis la création du Fonds jusqu'à la fin de 1963. Sur ce montant, 22 950 000 dollars ont été affectés à des importations de soutien. Pendant la même période, la contribution totale du Gouvernement congolais s'est élevée à 743 369 610 FC (soit 11,5 millions de dollars à l'ancien cours de 65 francs pour un dollar).

Divers programmes nationaux d'aide au Congo, entrepris par l'intermédiaire des Nations Unies, ont fourni des fonds pour des importations de soutien. La vente de ces importations a fourni des fonds de contrepartie en monnaie locale, qui ont été ensuite affectés aux programmes à l'appui du budget et à des plans convenus avec les pays donateurs. Par exemple, au titre du programme du Gouvernement américain "Vivres pour la Paix", la vente de produits agricoles a fourni des montants appréciables de francs congolais, qui sont utilisés pour un redressement économique équilibré. Entre 1960 et 1963, un total de 8,4 milliards de FC est devenu disponible par l'intermédiaire des Nations Unies, comme fonds de contrepartie résultant d'une aide de ce genre.

Le Programme a connu de sérieuses difficultés financières au cours du second semestre de 1963, alors que pratiquement tout nouveau recrutement d'experts et toute nouvelle extension des contrats existants ont dû être temporairement arrêtés faute d'appui suffisant au Fonds pour le Congo. Reconnaisant les sérieuses conséquences d'une faillite éventuelle du programme et l'important gaspillage qui en résulterait, le Gouvernement congolais lui-même a donné des garanties qui ont permis le maintien des

effectifs actuels d'experts. Ces garanties ont été bientôt suivies d'un appui financier renouvelé de la part des principaux pays donateurs, ce qui fait qu'au début de 1964, il y a de bonnes possibilités que le programme puisse être non seulement maintenu mais, dans une certaine mesure, élargi dans quelques secteurs importants, notamment les finances, la coordination économique et les travaux publics.

Un volume croissant d'aide au titre d'accords bilatéraux a servi à souligner la nécessité d'une coordination plus efficace. Ce besoin est reconnu par le Gouvernement, et les Nations Unies déploient tous les efforts pour répondre à la demande de celui-ci visant à l'engagement d'experts au Bureau de la coordination économique, dans le Cabinet du Premier Ministre. Le Gouvernement voudrait que toute l'assistance technique s'inscrive dans le cadre du Plan quinquennal de développement industriel sur la base des matériaux fournis par un expert de la Commission économique pour l'Afrique et par une mission du Marché commun (CEE). Ce moyen plus systématique d'assurer l'utilisation la plus efficace de l'assistance technique extérieure rend d'autant plus nécessaire que cette assistance elle-même ait une base solide d'appui financier continu.

Opérations civiles - Tableau de la répartition du personnel, 1963

Pays d'origine	Bureau du Chef	Agriculture	Aviation civile	Dévt communautaire et services consultatifs en matière sociale	Analyse et coordina- tion économiques	Education	Santé	Magistrature	Travail	Météorologie	Mines	Instruction de la police	Services postaux	Administration publique	Finances publiques	Travaux publics	Télécommunications	Transports - OTRACO	FISE	Total
Argentine	-	-	-	-	-	1	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Australie	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	3
Autriche	1	-	-	-	1	-	4	-	-	-	-	-	-	-	3	1	-	-	-	10
Belgique	-	3	5	-	-	6	3	-	4	4	-	-	2	-	-	8	2	-	-	37
Bolivie	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Brésil	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Canada	-	-	10	-	-	-	4	-	1	1	-	-	-	-	-	1	1	-	-	18
Chine (Taiwan)	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	6
Colombie	-	-	-	-	-	-	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	5
Tchécoslovaquie	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Dahomé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Danemark	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Equateur	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Ethiopie	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	2
Finlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	2
France	1	5	9	1	2	30	15	-	12	6	3	-	8	2	10	9	3	2	-	118
Rép.féd.d'Allemagne	-	1	2	-	-	1	5	-	1	-	-	-	-	-	4	-	10	3	-	28
Ghana	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Grèce	1	-	2	-	-	2	5	9	1	1	-	-	-	-	-	3	-	4	-	28
Haïti	1	2	-	-	-	13	23	13	-	-	-	-	-	1	3	-	-	-	-	56

NOTE: Les effectifs ci-dessus comprennent le nombre de consultants principaux, de conseillers et de membres du personnel professionnel.

Opérations civiles - Tableau de la répartition du personnel, 1963 (suite 1)

Pays d'origine	Bureau du Chef	Agriculture	Aviation civile	Dévt communautaire et services consultatifs en matière sociale	Analyse et coordina- tion économiques	Education	Santé	Magistrature	Travail	Météorologie	Mines	Instruction de la police	Services postaux	Administration publique	Finances publiques	Travaux publics	Télécommunications	Transports - OTRACO	FISE	Total
Inde	-	1	-	-	-	1	3	-	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	-	8
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Israël	-	-	3	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Italie	-	1	1	1	-	3	20	-	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30
Liban	1	-	-	-	-	2	3	6	-	2	-	-	-	-	2	-	-	-	-	16
Luxembourg	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Madagascar	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Mexique	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Pays-Bas	-	2	4	1	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-	-	-	13
Norvège	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	2	-	-	-	-	5
Pakistan	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Pérou	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Philippines	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Pologne	-	-	-	-	-	1	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17
Portugal	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Espagne	-	2	4	-	-	2	24	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35
Suède	-	1	-	-	-	-	2	-	-	1	1	-	-	-	3	-	-	-	-	8
Suisse	-	1	-	1	-	6	18	-	2	2	-	-	8	-	-	-	11	3	-	52

NOTE: Les effectifs ci-dessus comprennent le nombre de consultants principaux, de conseillers et de membres du personnel professionnel.

Opérations civiles - Tableau de la répartition du personnel, 1963 (suite 2)

Pays d'origine	Bureau du Chef	Agriculture	Aviation civile	Dévt communautaire et services consultatifs en matière sociale	Analyse et coordina- tion économiques	Education	Santé	Magistrature	Travail	Météorologie	Mines	Instruction de la police	Services postaux	Administration publique	Finances publiques	Travaux publics	Télécommunications	Transports - OTRACO	FISE	Total
Tunisie	-	-	2	-	-	-	-	2	-	3	1	-	-	1	-	-	2	-	1	12
Turquie	-	-	1	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Rép. Arabe Unie	-	-	4	-	-	-	9	9	-	1	-	-	-	-	-	-	-	2	-	25
Syrie	-	-	-	-	2	-	-	3	-	-	-	1	-	-	4	-	-	-	-	7
Royaume-Uni	3	2	6	1	1	1	6	1	1	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-	26
Etats-Unis	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	6
Uruguay	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Viet-Nam	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Yougoslavie	-	2	1	-	-	1	4	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	10
Apatrides	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Total	13	26	65	6	7	73	197	47	26	31	6	1	18	4	30	29	33	17	1	631

NOTE: Les effectifs ci-dessus comprennent le nombre de consultants principaux, de conseillers et de membres du personnel professionnel.

AGRICULTURE

En 1963, les experts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont poursuivi leurs efforts en vue de développer et d'unifier les projets lancés en 1960/62 en matière d'agriculture, d'horticulture et de pisciculture. En outre, de nouveaux projets ont été amorcés.

Le Ministre de l'Agriculture du Gouvernement central avait présenté à la FAO, en septembre 1962, un programme de relèvement de la production agricole au Congo. En novembre de la même année, une petite équipe de hauts fonctionnaires de la FAO s'était rendue au Congo pour examiner en détail les propositions formulées. Bien qu'il n'ait pas été possible d'appliquer intégralement les recommandations de cette mission - elles auraient entraîné une dépense d'environ 2 millions de dollars pour la seule année 1963 - son rapport (1) a fixé la politique générale de développement à long terme de l'agriculture congolaise.

Conscient de l'importance pour l'économie nationale du succès d'un programme agricole, le Gouvernement central a versé en 1963 la somme de 562 500 dollars à titre de funds-in-trust affectés à l'expansion des activités de la FAO.

Au cours de l'année considérée, le nombre d'experts de la FAO en service au Congo est passé de 15 à 26. Deux d'entre eux assumaient des fonctions consultatives auprès du Ministère de l'Agriculture, cinq s'occupaient de projets de formation et les autres comprenaient des agronomes, des forestiers, des vétérinaires ainsi que des spécialistes de la culture et du traitement du thé et du café.

La mission d'experts de la FAO avait recommandé la partie septentrionale du pays comme propice à un accroissement rapide de la production agricole. Par conséquent, plusieurs nouveaux projets ont été mis à exécution dans cette région. De nouvelles méthodes de sylviculture ont été élaborées en collaboration avec les gouvernements provinciaux de l'Ubangi et de l'Ituri. Le service forestier de l'Ubangi a été réorganisé et une plantation d'eucalyptus a été aménagée dans l'Ituri, pour la production de bois de chauffage. Un plan quinquennal de développement des plantations de thé au Nord-Kivu a été soumis à la Banque internationale. Celle-ci avait octroyé au Congo, avant l'indépendance, des prêts qui, destinés au développement du pays, n'avaient cependant pas été entièrement utilisés. En vertu de ce plan, le nombre de planteurs de thé congolais passerait de 790 à 8560 en cinq ans, entraînant une expansion proportionnelle des plantations, dont la superficie

(1) Rapport de la mission de la FAO sur le rétablissement de la production alimentaire au Congo, FAO, Rome (janvier 1963).

passerait ainsi de 200 à 3525 hectares. Le nombre de planteurs européens resterait approximativement le même, tandis que la superficie de leurs plantations de thé serait portée de 2 810 à 4 300 hectares. Entretemps, un expert de la FAO conseillait les planteurs locaux sur le traitement de la récolte de thé, qui s'élève actuellement à 13 000 tonnes par an, et leur enseignait les techniques de séchage et de classification des diverses qualités de thé.

La production de café au Kivu avait baissé de 9 000 à 2 000 tonnes au cours des trois années précédentes. En 1962, 59 tonnes de café avaient été déclarées impropres à l'exportation. Afin de remédier à cette situation, un expert de la FAO a aidé les planteurs congolais de Goma à trier le café Arabica en goûtant et en classifiant les graines. On a établi des mesures pour s'assurer que tous les stocks de café satisfaisaient aux règlements concernant la qualité, la couleur et la dimension des graines.

On a fourni une assistance aux pêcheries de la province de l'Ituri en érigeant à Bunia des installations de séchage et de salaison pour la conservation des produits de la pêche locale. Un projet de coopérative visant à augmenter la production des pêcheries du Lac Albert a été établi et soumis au Gouvernement. Ce projet nécessiterait également la mise en place d'une installation frigorifique. En matière de médecine vétérinaire, des pulvérisateurs ont été installés à Bukavu pour la protection du bétail contre les tiques, et une campagne de vaccination a été lancée contre la rage et la peste bovine.

La Coopérative des maraîchers, qui avait été organisée à N'Djili, dans les environs de Léopoldville, a connu une certaine expansion au cours de cette année. Vers la fin de 1963, 40 hectares étaient plantés de légumes et 400 familles en bénéficiaient. Un camion a été acheté avec les bénéfices réalisés et un tracteur a été offert par les Nations Unies pour les besoins de ce projet. Une deuxième coopérative de ce genre devait commencer à fonctionner au début de 1964 à Kimpanseke, au Kongo Central.

Le Centre avicole de la FAO à Mikondo, qui était initialement destiné à servir de centre de formation, a pu obtenir cette année l'équivalent de plus de 10 000 dollars en vendant ses surplus de volailles. Ces fonds ont été affectés au développement des activités du Centre. Au Kongo Central, on a entrepris d'aménager des pépinières pour la mise en oeuvre de projets de boisement et on a pris des mesures pour assurer le contrôle de l'exploitation forestière. Dans la Province du Lac Léopold II, un projet prévoyant l'éclaircissage de 6 000 hectares de riches plantations d'acajou a été mis à exécution avec des fonds de contrepartie allemands.

Certains programmes agricoles entrepris en 1963 offraient l'avantage supplémentaire de contribuer à résorber le chômage, les salaires étant versés par les gouvernements provinciaux. C'est ainsi que la production de légumes a augmenté au Kwilu et que de nouvelles plantations de palmiers ont été aménagées dans les provinces du Lac Léopold II et de l'Unité Kasaienne. Au Kongo Central, on a développé les cultures fruitières et procédé à la production de semences de céréales. Au Nord-Katanga, au Haut-Congo et au Sud-Kasaï, de nouvelles cultures de maïs, de pommes de terre et de légumes ont été pratiquées.

L'insuffisance des allocations en devises affectées aux importations a entravé les activités entreprises pendant toute cette année: il y a eu pénurie de véhicules, de machines agricoles, de pièces de rechange, d'insecticides, de vaccins et de produits de pulvérisation destinés à la protection des cultures. Le mauvais état des routes gênait le transport des produits alimentaires et les difficultés de transport en général provoquaient une disparité considérable des prix. A titre d'exemple, le manioc qui, à un moment donné, se vendait à 3 francs le kilogramme aux centres de production, coûtait 7 francs aux centres provinciaux et 40 francs à Léopoldville. Les fournitures de denrées alimentaires en provenance de certaines communautés importantes étaient parfois interrompues par suite de désordres politiques. Heureusement, des lots de farine de blé fournis à titre de secours par la République fédérale d'Allemagne et les Etats-Unis étaient disponibles. Dans le cadre du Titre II (2) du programme de l'Agence américaine pour le développement international (AID), des quantités de farine de blé d'une valeur de 5,45 millions de dollars, de riz pour 4,53 million de dollars, de maïs pour 2,85 millions de dollars et d'autres produits de base valant 10,99 millions de dollars, ont été importées pendant cette année. Leur vente a rapporté des fonds de contrepartie destinés au financement de divers projets de développement. Six cents véhicules ont été introduits dans le pays au titre du programme de l'AID visant à favoriser les importations. A la demande du Ministère de l'Agriculture, 45 camions ont été attribués aux provinces pour être vendus aux sociétés commerciales privées qui s'occupent du transport des produits agricoles.

La République de Chine a fait un don de 50 tonnes de riz au Gouvernement central pour réduire la pénurie de denrées alimentaires. Des experts chinois ont été chargés de contribuer à la réorganisation

(2) Les fonds de contrepartie, Titre II, proviennent de la vente des produits agricoles que le Gouvernement des Etats-Unis offre à un autre gouvernement à titre de secours. Les fonds de contrepartie, Titre I, représentent le produit, en francs congolais, de la vente des denrées alimentaires offertes par le Gouvernement des Etats-Unis.

de la raffinerie "SUCRAF" au Kivu, qui, l'espère-t-on, produira 15 000 tonnes de sucre par an.

Au début de 1963, un grave danger est apparu au Katanga: les stocks de produits alimentaires essentiels risquaient d'être épuisés en trois mois. L'AID a envoyé d'urgence des stocks de vivres et on a demandé à l'ONUC d'aider à organiser la répartition de ces vivres en les mettant en vente par des voies commerciales et, dans une moindre mesure, en les distribuant aux organismes de secours. Un total d'environ 12 000 tonnes de produits alimentaires de base, notamment des céréales, du lait écrémé en poudre, des huiles végétales, de la farine de blé, des fèves et des épis de maïs, offerts dans le cadre du Titre II, ont été distribués dans toute la région du Katanga, principalement pendant les trois premiers mois de l'année.

En mars, le Gouvernement a créé un comité chargé de contribuer à la campagne de lutte contre la faim lancée par la FAO. Diverses activités, telles que des expositions de fruits et de légumes et des démonstrations de pêche, ont été organisées en vue de recueillir des fonds. Une série de timbres-poste a été émise à cette occasion.

En juin, une conférence des autorités agricoles provinciales, à laquelle assistaient des représentants de 19 provinces, a eu lieu à l'Université Lovanium. Les problèmes agricoles qui se posaient à l'échelon régional y ont été discutés et on a mis l'accent sur les besoins en matériel de transport, semences, insecticides et facilités de crédit.

On s'est efforcé, au cours de cette année, de relancer la recherche agricole au Congo. Le 12 novembre 1962, le Président de la République a signé le nouveau statut de l'Institut national d'études agronomiques pour le Congo (INEAC). Avant l'indépendance, ce vaste organisme de recherche, qui comprenait 34 centres, employait 360 Européens et 8 540 Congolais. Un expert de la FAO ayant étudié les besoins actuels du Congo dans ce domaine, on a proposé de ne rétablir que sept centres, avec les trois plantations qui leur sont rattachées. On a suggéré que l'important centre de Yangambi, près de Stanleyville, soit financé par le Fonds spécial; il devait également recevoir une assistance technique du Gouvernement italien au titre d'un accord bilatéral. Des dispositions ont été prises par lesquelles la République fédérale d'Allemagne subventionnerait le centre de Neoka, la France celui de Bambesa et la Belgique celui de Gandajika. En outre, la Communauté économique européenne a proposé une assistance technique à l'INEAC.

Formation

A la Faculté d'agriculture de l'Université Lovanium, 14 étudiants ont commencé en 1963 un programme d'études de cinq ans en vue d'obtenir un grade universitaire et 19 étudiants se sont inscrits à un programme de 3 ans afin de devenir assistants agronomes. Le Centre de mécanisation agricole de la FAO à N'Djili a commencé sa cinquième session en mars 1963 avec 42 élèves et sa sixième session en octobre avec 35 élèves. Ce centre a déjà assuré la formation de 179 mécaniciens agricoles sur les 1 000 jugés nécessaires pour le Congo.

En vertu d'accords bilatéraux conclus avec la France, trois experts du Bureau pour le développement de la production agricole (BDPA) ont organisé en août un cours accéléré de 4 mois pour la formation d'assistants agricoles. Au terme de ce cours, des diplômes ont été décernés à 17 élèves, dont neuf ont été sélectionnés pour suivre des cours de perfectionnement en Europe.

Un instructeur de la FAO était responsable du pavillon de médecine vétérinaire à l'hôpital de Butembo, au Nord-Kivu, où 15 élèves ont obtenu un diplôme en 1963. Au Centre avicole de la FAO à Mikondo, 35 Congolais ont terminé leur formation en 1963.

En 1963, les pays suivants ont accordé des bourses comme suit à des élèves congolais, au titre de programmes bilatéraux, pour leur permettre d'entreprendre des études d'agriculture à l'étranger: France, 13 en agronomie; Belgique, 26 en agronomie, 22 en médecine vétérinaire, 1 en statistique agricole; Pays-Bas, 13 en développement communautaire, 1 en mécanique agricole; Etats-Unis, 16 en coopératives, 5 en statistique agricole, 4 en gestion des parcs nationaux, 8 en zootechnie et 6 en mécanique agricole.

Le Gouvernement a conclu avec les Etats-Unis un accord aux termes duquel des services de techniciens seront fournis, au titre d'un contrat passé avec la Fondation pour l'assistance technique agricole, pour la création d'écoles techniques et agricoles. Trois de ces écoles, à savoir celles de Vanga (Kwilu), Gemena (Ubangi) et Sandoa (Lualaba), fonctionnaient déjà en 1963.

AVIATION CIVILE

Les conditions d'insécurité ayant progressivement fait place à plus de calme et de stabilité au Congo en 1963, les activités de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) ont pris un caractère consultatif plutôt que celui d'une assistance active en matière d'opérations aéronautiques, comme c'était le cas auparavant. Cette transition a été entièrement menée à bien en ce qui concerne le contrôle de la circulation aérienne et les télécommunications, mais elle a subi un certain retard dans d'autres domaines. Au cours de l'année considérée, la mission de l'OACI a continué à exécuter les tâches que le Gouvernement lui avait confiées, à savoir: assurer la continuité des services essentiels et la sécurité de la circulation aérienne par tous les temps, maintenir le fonctionnement des installations radio de l'aéronautique et des aides radio pour la navigation aérienne, fournir des services consultatifs aux autorités congolaises et contribuer à la formation du personnel congolais. Les tâches de la mission sont actuellement orientées vers les buts suivants: aider le Gouvernement dans la réalisation de ses plans visant à renforcer et à améliorer la structure de l'administration et des cadres ainsi que le fonctionnement des Directions de l'aéronautique civile et des télécommunications; mettre au point de bonnes méthodes d'administration, de gestion et d'entretien des aéroports; contribuer à l'élaboration de la législation et à la préparation des conventions et des procédures juridiques intéressant les services aériens, et entreprendre et assurer la formation du personnel congolais à l'Ecole nationale de l'Aviation civile et à l'étranger. A cette fin, le Gouvernement a estimé que l'intégration de la mission dans les Directions de l'aéronautique civile est essentielle. Par conséquent, cette intégration a été effectuée en février 1964.

En raison des restrictions financières imposées, on a dû rationaliser les activités de façon à pouvoir assurer le maintien des services nécessaires malgré une réduction du personnel. A la fin de 1963, il y avait 65 experts de l'OACI au Congo, contre 93 en 1962. Ils provenaient de 20 pays différents et comprenaient: 18 contrôleurs de la circulation aérienne, 15 opérateurs radio, 10 techniciens radio, 3 électriciens d'aéroports, 2 mécaniciens diésélistes, 10 instructeurs et 7 conseillers.

Les transports aériens jouent un rôle important dans la vie économique du Congo. En raison de l'immensité du territoire et de l'inégalité du développement de ses diverses régions, le maintien au Congo d'un vaste réseau de services aéronautiques civils constitue une nécessité aux points de vue économique et administratif. L'infrastructure de l'aéronautique civile au Congo - à savoir les bâtiments, les pistes d'aérodromes et diverses installations auxiliaires - est considérable. Le pays possède 169 aérodromes classifiés, selon les normes de l'OACI, en 45 aérodromes principaux et en 124 terrains d'aviation d'intérêt local. La Société nationale de transports aériens, "Air Congo", dessert 36 aérodromes du pays. Le nombre des mouvements d'avions affrétés par les Nations Unies ayant été réduit en 1963, celui des avions civils a augmenté. Le nombre de mouvements d'avions affrétés par l'ONUC s'est élevé, sur les 9 principaux aéroports du pays, à 28 036 en 1963, contre 41 636 en 1962, tandis que les mouvements aériens civils atteignaient le nombre de 39 070 contre 24 636;

l'augmentation totale des mouvements aériens a donc été d'environ 1000. Le volume de la circulation aérienne de la société nationale - après la reprise des opérations au Katanga à dater de janvier 1963 - est plus considérable qu'avant l'indépendance et le Gouvernement a demandé à Air Congo d'accroître le nombre de ses vols réguliers.

Au cours de l'année considérée, le fonctionnement des services au sol essentiels à la navigation aérienne a été assuré par l'OACI dans les aéroports suivants: Léopoldville (N'Djili) 24 heures sur 24; Coquilhatville, Luluabourg, Albertville, Stanleyville et Goma, vols de jour; Kindu, de 6 heures à 15 heures et sur demande (ce service a été supprimé en septembre); Elisabethville, de 4 heures à 18 heures.

On a tenu des réunions hebdomadaires consacrées à l'étude des problèmes qui se posaient dans le domaine des télécommunications aéronautiques. En ce qui concerne l'entretien des installations radio de l'aéronautique au Congo, les pannes ont été réduites à une ou deux par semaine, malgré la grave pénurie de pièces de rechange et le fait que le matériel était réparti sur toute l'étendue du pays.

Bien que le nombre de techniciens radio, qui était de 16 en 1962, ait été réduit à 10 à la fin de 1963, la transformation des services d'exécution en services consultatifs n'a pas eu lieu, des remplaçants congolais qualifiés n'étant pas disponibles. On doit remédier à cette situation au début de 1964 lorsque quelques stagiaires congolais, qui doivent revenir de l'étranger, seront affectés à l'équipe mobile de réparation. Cette équipe de techniciens radio a effectué, dans des conditions souvent difficiles, environ 200 voyages au cours de cette année.

Les opérateurs radio ont un rôle essentiel dans la surveillance des vols et la transmission de tous les renseignements et messages relatifs à l'exploitation des avions et à la sécurité des vols. Le nombre d'opérateurs recrutés sur le plan international, qui a progressivement baissé de 25 à 15 à la fin de 1963, ne sera que de 11 en 1964. Le fait que des techniciens congolais qualifiés étaient disponibles a rendu possible une telle réduction. Les experts de l'OACI qui restent dans ce service exerceront des fonctions consultatives.

Le plan de réorganisation du "Bureau de protection radio" (BPR) à Léopoldville n'a pas été mis à exécution par manque d'équipement, étant donné qu'on ne dispose pas de pièces de rechange pour le télétype et que le matériel utilisé est en mauvais état. Le dispositif à bande latérale unique de l'OACI est indispensable pour la transmission des données de vol et il serait très risqué de s'en passer dans les conditions actuelles.

Le fonctionnement de la quasi totalité des aides pour la navigation et l'atterrissage dépend du moteur diesel comme source principale ou source secondaire de courant électrique. Les experts diésélistes de l'OACI ont, avec difficulté, réparé et entretenu pendant toute l'année tous les moteurs diesel utilisés tant par l'ONUC que par les installations de l'aéronautique civile partout au Congo.

Le Président du Conseil de l'OACI a visité Léopoldville en janvier 1963. En octobre, l'économiste de l'OACI en matière de transport aériens est venu effectuer, au nom de la Commission économique pour l'Afrique, une étude portant sur les pays africains. Un représentant des services de la circulation aérienne de la mission a assisté, en qualité de conseiller de la délégation congolaise, à la conférence sur les règles des opérations et du contrôle aériens (RAC/OPS) qui a eu lieu à Montréal en mai et juin. En décembre, un fonctionnaire du siège de l'OACI a passé un mois à Léopoldville comme conseiller auprès du Gouvernement au sujet d'une requête adressée au Fonds spécial pour l'obtention d'une assistance à l'Ecole nationale de l'aviation civile.

L'équipe de 3 experts chargée de la mise en oeuvre des services et installations des états intégrés dans la région de navigation aérienne Afrique/Océan Indien s'est rendue à Léopoldville en octobre pour s'entretenir avec les autorités des difficultés pouvant entraver une application satisfaisante du plan régional AFI, et des mesures à prendre en vue de surmonter ces difficultés.

Formation

On a continué à apporter une vive attention à la formation professionnelle. A cette fin, la mission de l'OACI a, comme par le passé, donné au Gouvernement des conseils sur la préparation de programmes et de cours conformes aux normes de l'OACI, contribué à l'organisation et à l'administration des stages de formation et notamment des sessions d'examens, et fourni des services consultatifs concernant les normes et les procédures de l'OACI en matière de licences du personnel.

Etant donné que le personnel actuel de l'aéronautique civile, qui constituait la source de stagiaires, ne pouvait pratiquement plus en fournir, la mission s'est mise en rapport avec les autorités congolaises pour recruter des élèves n'appartenant pas aux services gouvernementaux. En octobre 1963, la mission a entrepris une campagne de recrutement avec l'appui des Ministères des Transports et Communications, des PTT et de l'Education nationale. Des experts se sont rendus à Luluabourg, Elisabethville, Bukavu, Stanleyville, Coquilhatville, Gemena, Matadi et Albertville où ils ont examiné plus de 900 candidats. Sur ce nombre 160 ont réussi et 80 d'entre eux ont reçu à Léopoldville une formation en matière de contrôle de la circulation aérienne, de gestion des aéroports, d'entretien et d'opérations radio de l'aéronautique. La formation des 80 autres candidats commencera au début de 1964.

A la fin de 1963, les résultats suivants ont été obtenus à l'Ecole nationale de l'aviation civile où 99 élèves ont suivi des cours donnés par 10 instructeurs de l'OACI:

Cours II pour contrôleurs de la circulation aérienne - Neuf élèves ont reçu leur "Certificat de fin d'études" en mars et ont commencé leur

formation en cours d'emploi à l'aérodrome de Léopoldville (N'Djili);

Cours III pour contrôleurs de la circulation aérienne - Douze stagiaires ont passé avec succès les examens de janvier sur les règles de vol à vue (VFR) et neuf autres ont terminé la phase théorique des règles de vol aux instruments (IFR). Ils poursuivent leur formation en cours d'emploi.

Cours IV pour contrôleurs de la circulation aérienne - Ce cours a commencé en juillet avec 27 élèves, dont 13 ont réussi à l'examen VFR et ont entamé la phase de formation IFR. Dix élèves ont suivi des cours de révision destinés à leur permettre d'atteindre le niveau voulu et quatre ont échoué à l'examen.

Cours II pour opérateurs radio de l'aéronautique - Dix élèves ont obtenu leur "Certificat de fin d'études" le 20 décembre, après avoir accompli une année d'études.

Nouveaux cours commençant le 15 novembre 1963:

Cours V pour contrôleurs de la circulation aérienne (26 élèves);
Cours I pour techniciens radio des télécommunications aéronautiques (17 élèves); Cours III pour opérateurs radio des télécommunications aéronautiques (16 élèves); et cours de gestion des aéroports (17 élèves).

Le financement de l'Ecole nationale de l'Aviation civile a fait l'objet d'une requête que le Gouvernement a adressée au Fonds spécial.

Au cours de l'année considérée, des bourses de perfectionnement au Congo ont été octroyées à 108 élèves, dont 44 en matière de contrôle de la circulation aérienne, 44 opérateurs radio et 20 techniciens radio.

METEOROLOGIE

En 1963, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a continué à assurer le maintien des services météorologiques essentiels pour la sécurité du fonctionnement des services de l'aéronautique civile. L'OMM a également mis en oeuvre, dans la mesure du possible, des plans relatifs à la réorganisation du Service météorologique congolais de façon à adapter ce service aux besoins actuels du pays. On a apporté une attention particulière à la formation du personnel afin de répondre aux demandes actuelles, lesquelles augmentent progressivement avec l'accroissement de la circulation aérienne, et de remplacer les experts et techniciens étrangers. Le Service, qui compte parmi les plus importants d'Afrique, était cependant affecté par une grave pénurie de personnel qualifié, les 400 météorologistes dont il disposait avant l'indépendance ayant été réduits à 256 seulement. Trente et un experts de l'OMM étaient en fonction au Congo en 1963, contre 25 en 1962.

Le Congrès de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), qui se tient une fois tous les quatre ans, a eu lieu à Genève en avril 1963 avec la participation du Gouvernement congolais et du Représentant principal de la mission de l'OMM au Congo. Il a été décidé au cours de ce congrès qu'au cas où les Nations Unies désigneraient 1965 comme année de coopération internationale, l'OMM instituerait deux programmes spéciaux, à savoir: (a) un programme mondial de météorologie tropicale, et (b) un programme météorologique pour l'Afrique. Le Congrès a invité ses membres à intensifier leurs efforts en vue de mettre en service des stations synoptiques régionales, compte tenu de leurs ressources nationales. A cet égard, sur les 98 stations synoptiques du Congo, 45 stations météorologiques ont reçu pour instruction de diffuser leurs observations à des heures déterminées. On a recommandé d'installer une station de radiosondage dans chacune des cinq villes suivantes: Coquilhatville, Bunia, Léopoldville, Luluabourg et Elisabethville. Sur les 45 stations météorologiques, 8 maintenaient un service permanent en 1963. Les autres ne fonctionnaient qu'à temps partiel en raison du manque de personnel et de l'absence de services ininterrompus de télécommunications. Des mesures ont été prises pour remédier à cet état de choses. Trois des stations de radiosondage fonctionnaient, à savoir celles de Léopoldville, de Coquilhatville et d'Elisabethville. Une station était en construction à Luluabourg, en remplacement de celle qui avait été démontée à Kamina en 1960, et on procédait à la réparation et à l'étalonnage des instruments à Bunia.

Sur les 1 200 anciennes stations climatologiques, il n'en restait que 600 en service en 1963. Le fonctionnement de la plupart de ces stations était assuré à titre bénévole et celles dont l'ancien personnel avait quitté le Congo ont dû être fermées. On espère cependant les rouvrir progressivement.

Le Représentant principal de l'OMM a représenté cette institution à la réunion de la Commission économique pour l'Afrique, qui a eu lieu à Léopoldville en février. En mars 1963, le Secrétaire général de l'OMM a visité le Congo, et en septembre/octobre, le Chef de la Division des recherches de l'OMM a fait une tournée d'inspection dans les stations de géophysique du pays afin de donner des conseils sur le programme de l'"Année internationale du soleil calme".

Pendant toute l'année considérée, le bureau de prévision de l'aéroport de Léopoldville a continué à fonctionner 24 heures par jour et ceux des aéroports de Stanelyville et de Kamina, 18 heures par jour.

En février, le service météorologique du Katanga a été incorporé à celui du Gouvernement central. Les stations du Katanga continuaient à transmettre leurs observations de Kolwezi à Elisabethville d'où elles étaient relayées à Léopoldville. Par conséquent, les renseignements arrivaient à N'Djili trop tard pour être utilisés. En coopération avec les missions de l'OACI et de l'UIT, une ligne RTTY a été installée et mise en service de jour entre les aérodromes de Léopoldville et d'Elisabethville. Le nombre de vols desservant Elisabethville, soit environ 525 par mois, a démontré l'importance de cette base aérienne et deux prévisionnistes y ont été affectés pour aider le chef prévisionniste à maintenir un service de 24 heures par jour. Par la suite, au cours de la même année, des centres de prévision fonctionnant 18 heures par jour ont été rouverts à Luluabourg et à Coquilhatville.

Des générateurs d'hydrogène ont été installés à Elisabethville, Luluabourg et Kamina pour le lancement de ballons de radiosondage. Des appareils de radar des vents et de radio-sonde, qui étaient en panne dans diverses stations, ont été réparés à l'Institut météorologique de Binza, Léopoldville. Un anémomètre de précision destiné à la vérification permanente des baromètres a été acheté et d'autres devaient être obtenus.

En septembre, une conférence de prévisionnistes de l'OMM, à laquelle assistaient des hauts fonctionnaires congolais, a eu lieu à Léopoldville. Diverses questions intéressant le service météorologique utilisé par l'aéronautique y ont été discutées.

Les diverses stations ont été régulièrement inspectées au cours de cette année. Le nombre de protections de vols s'est élevé à environ 7 500.

L'ensemble de la question des télécommunications météorologiques a été discutée à fond par la Commission régionale de l'OACI chargée de la mise en oeuvre des services et installations des Etats intégrés dans la région de navigation aérienne Afrique/Océan indien (AFI), qui s'est rendu au Congo en octobre.

Les activités de la mission ainsi que celles du Service météorologique congolais continuent à être entravées par l'insuffisance des services de télécommunications fournis pour les besoins météorologiques. Cependant, une certaine amélioration était perceptible dans ce domaine au cours du second semestre et il est prévu que l'installation en 1964 d'un nouveau réseau RTTY à l'échelle nationale permettra de surmonter les principales difficultés. Entre-temps, il a été possible de maintenir le service météorologique fondamental destiné à l'aéronautique, grâce au précieux concours apporté par les missions de l'OACI et de l'UIT ainsi que par l'Unité des transmissions de la Force des Nations Unies.

Formation

On a continué en 1963 à mettre l'accent sur la formation du personnel congolais. Des cours en matière de prévision et d'observation ainsi que des cours de révision ont été donnés au personnel déjà en service. En mars, dix élèves prévisionnistes qualifiés ont terminé un cours pratique de six mois à l'étranger; deux d'entre eux ont été en Uganda, quatre en Suisse et quatre en Irlande. Ils ont ensuite été affectés à des postes d'assistants-prévisionnistes aux aéroports de Léopoldville, Coquilhatville, Stanleyville, Elisabethville et Kamina. Un nouveau cours de prévision a été ensuite organisé au Congo à l'intention de sept stagiaires.

Durant cette année, 31 élèves ont acquis une formation d'observateur météorologique et ont ensuite fait un stage dans les stations d'observation des provinces. D'autres cours, qui ont été suivis par 27 élèves, ont été donnés à Stanleyville et à Luluabourg. Des cours en matière d'aérodologie ont été donnés à 16 observateurs à Binza, Coquilhatville et Elisabethville. Des cours de révision portant sur diverses spécialisations dans les domaines de la météorologie et de la géophysique ont été poursuivis pendant l'année considérée.

Quarante-quatre des stations synoptiques du Service météorologique ont été inspectées en 1963, et le personnel congolais y a reçu une formation en cours d'emploi.

Un accord a été conclu avec l'Université Lovanium afin que la météorologie soit enseignée à la Faculté des sciences physiques à dater de janvier 1964. La mission de l'OMM a également pris des dispositions pour assurer la formation d'élèves en climatologie à la Faculté d'agronomie.

Une demande d'assistance du Gouvernement pour le centre de formation météorologique de Binza, Léopoldville, a été préparée par les Services météorologiques du Gouvernement, en consultation avec les experts de l'OMM, et présentée au Fonds spécial en septembre 1963. L'assistance demandée, échelonnée sur une période de six ans, de 1964 à 1969, s'élèverait

à 897 000 dollars, la contribution gouvernementale étant de 772 100 dollars. Le programme élaboré permettrait d'assurer pendant cette période la formation de 26 météorologistes professionnels, de 30 techniciens et de 250 autres membres du personnel.

En avril 1963, la Commission exécutive de l'OMM a accepté une recommandation faite l'année précédente par l'Association régionale pour l'Afrique et visant à transformer le Centre de formation météorologique en Centre météorologique destiné aux Africains d'expression française.

Des bourses de perfectionnement à l'étranger - deux en Ouganda, quatre en Suisse et quatre en Irlande - ont été accordées à dix élèves prévisionnistes. En outre, tous les élèves inscrits aux cours de prévision et d'observation au Congo ont bénéficié de bourses locales de perfectionnement.

SERVICES POSTAUX

Pour doter l'administration des services postaux congolais d'une solide assise législative, il faut attendre la promulgation de la nouvelle constitution de la République. Entre-temps, plusieurs ministères exercent leur autorité en cette matière. Le fait que certaines provinces ont créé leurs propres ministères des postes, lesquels disposent de tarifs et de règlements distincts, a également contribué à provoquer une confusion.

La nécessité d'améliorer le statut de tout le personnel des postes continue à poser un grave problème aux Services postaux. Cependant, ce problème n'est pas de la compétence de la Direction des postes, mais de celle du Ministère de la Fonction publique. Le 7 novembre 1963, un statut régissant les conditions d'emploi de tous les fonctionnaires de l'Etat a été promulgué, mais à la fin de l'année, les réformes envisagées n'avaient pas encore été mises en oeuvre. Dans l'intervalle, les fonctionnaires des postes se sont mis en grève, ont été licenciés, puis rengagés.

Les abus sont largement répandus dans les services postaux et il est vraisemblable qu'il en sera ainsi jusqu'à ce que les conditions de travail des fonctionnaires soient établies sur une base plus saine. Dans plusieurs cas, le personnel qualifié est mal rétribué en fonction des travaux dont il est chargé, tandis que par ailleurs, des fonctionnaires incompetents occupent des postes de commande.

En janvier 1963, le Gouvernement congolais a reçu un don de 24 fourgons postaux de la République fédérale d'Allemagne. Ils ont été répartis dans tout le pays et rendent des services essentiels pour les livraisons postales.

Au début de la même année, lorsque la province du Katanga a été réincorporée à la République, les experts de l'ONU ont contribué aux mesures immédiates prises pour le retrait des timbres katangais de tous les bureaux de poste de la province et leur remplacement par ceux de la République. Afin d'exécuter cette tâche, les experts de l'ONUC ont visité les principales villes, accompagnés par des fonctionnaires des services postaux; ils ont pu acheminer plusieurs sacs de courrier qui s'étaient accumulés dans les bureaux de poste et dont certains étaient en souffrance depuis plus de deux ans. Les liaisons postales ont été progressivement rétablies, en partie avec l'assistance de l'ONU et, par la suite, grâce à la reprise des services d'Air Congo. Cependant, l'acheminement du courrier par voie de surface a été interrompu pendant quelques mois, jusqu'à ce que les lignes ferroviaires reliant Elisabethville et Jadotville avec Kamina, Albertville et Luluabourg aient été remises en service.

En 1963, les efforts des experts postaux de l'ONUC ont abouti à la réorganisation des services de colis et de mandats postaux à la Poste centrale de Léopoldville, et des plans ont été élaborés en vue de renforcer l'inspection des bureaux de poste auxiliaires. Un tarif pour l'affranchissement des colis postaux internationaux a été établi en collaboration avec les experts de l'ONUC et plusieurs

questions d'intérêt international ont été discutées avec la Direction des postes, avant qu'elles ne soient abordées au Congrès de l'Union postale universelle qui se tiendra à Vienne en juin 1964.

Les tarifs postaux ont été relevés au cours de cette année et il y a eu plusieurs nouvelles émissions de timbres. Un conseiller en philatélie a organisé un système de contrôle et de comptabilité de tous les stocks de timbres-poste, et des dispositions ont été prises afin que les collectionneurs puissent recevoir un série complète de tout timbre nouvellement émis, ce qui devrait augmenter les recettes des services postaux congolais.

Au cours de la même année, des machines à oblitérer ont été réparées dans les bureaux de postes de tout le pays et des mécaniciens locaux ont été formés pour leur entretien.

En 1963, 18 experts postaux des Nations Unies ont aidé les autorités à améliorer le fonctionnement des services postaux et à assainir leurs finances. Dix d'entre eux, dont le Chef de mission, étaient affectés à la Direction des postes à Léopoldville; huit experts étaient répartis dans les six autres régions postales du pays. Le Gouvernement suisse a assumé le financement des services des huit experts suisse compris dans ce nombre.

Formation

L'Ecole postale nationale, qui a été créée à Léopoldville en mars 1962, permet aux cadres moyens déjà employés par les services postaux de suivre des cours de formation d'une durée de six mois. L'Ecole a clôturé son troisième cycle d'études en procédant, en août 1963, à des examens à la suite desquels 33 des 35 stagiaires ont reçu des diplômes. On a recommandé d'affecter ces fonctionnaires, qui ont maintenant les aptitudes requises, à des postes comportant des responsabilités.

On a également mis l'accent sur la formation du personnel des postes dans d'autres régions postales du pays, à savoir dans les écoles d'Albertville, de Bukavu, de Coquilhatville, d'Elisabethville, de Luluabourg et de Stanleyville. A Bukavu, la formation théorique a été assurée par un Congolais ayant bénéficié d'une bourse de perfectionnement de l'ONU en France, tandis que le meilleur élève de l'Ecole postale nationale de Léopoldville a été nommé instructeur à Luluabourg. Deux cycles d'études ont été organisés cette année à la nouvelle école d'Elisabethville où deux Congolais secondaient le personnel enseignant. Ces deux instructeurs doivent assumer toutes les fonctions de l'expert de l'ONUC en 1964.

Ces cours de formation se sont révélés extrêmement utiles et, en raison du nombre de fonctionnaires ayant étudié dans les écoles

postales, en constate un sens accru de la discipline et de la responsabilité chez le personnel des bureaux de poste. Le nombre de fonctionnaires qui ont suivi des cours dans les écoles postales en 1963 s'élève à 194, dont 33 à Léopoldville, 16 à Coquilhatville, 32 à Bukavu, 20 à Albertville, 42 à Elisabethville, 17 à Luluabourg et 34 à Stanleyville. Cela porte à 216 le nombre total de Congolais ayant bénéficié de cette formation.

Un certain nombre de bourses de perfectionnement à l'étranger ont été accordées en 1963, à savoir 7 en Belgique et 5 en Suisse, pour les cadres moyens des services postaux. En outre, cinq bourses ont été offertes pour la formation, en Suisse, aux frais du Gouvernement de ce pays, de mécaniciens d'automobile relevant des services postaux. Ces mécaniciens ont été ensuite chargés de l'entretien des 24 fourgons postaux offerts aux services postaux congolais par la République fédérale d'Allemagne.

TELECOMMUNICATIONS

Tout en accordant une attention particulière à l'amélioration du rendement des services et à la formation du personnel congolais, la mission de l'Union internationale des télécommunications (UIT) a continué à apporter son concours au Gouvernement pour l'installation, le fonctionnement, l'entretien et l'expansion des réseaux de télécommunication et de radiodiffusion. Trente-trois experts étaient en fonction au Congo en 1963, contre 23 en 1962.

Le Gouvernement met en oeuvre les plans élaborés avec l'aide de la mission de l'UIT en vue d'assurer l'expansion des services actuels de télécommunication. La République fédérale d'Allemagne a doté ces services d'un matériel comportant des circuits de radictélégraphie à grande vitesse à correction automatique ainsi que des circuits radio-téléphoniques perfectionnés qui relieront les centres régionaux de télécommunications du pays. Des équipes de montage, comprenant des experts de la République fédérale d'Allemagne, des experts de l'UIT et un personnel congolais, ont été constituées à Léopoldville et dans les centres régionaux pour installer le matériel et former le personnel congolais à son utilisation et à son entretien. Les travaux sont en bonne voie et il est prévu que l'ensemble du réseau sera officiellement mis en service pendant le premier semestre de 1964. Il s'agit là d'une importante entreprise comportant non seulement l'installation d'un équipement électronique complexe dans 15 différents centres radio et stations télégraphiques terminales, mais également la vérification et l'amélioration du matériel et des dispositifs connexes tels que câbles, antennes et stations radiotéléphoniques, et même la solution des problèmes de livraison des télégrammes. Simultanément, la mise à exécution d'un programme intensif de formation du personnel s'est poursuivie dans les divers centres congolais, à l'Ecole nationale des Télécommunications (ENT) de Léopoldville et à l'étranger au titre de bourses de perfectionnement offertes par les Gouvernements de la France et de la République fédérale d'Allemagne, ainsi que par les Nations Unies.

La mise en service de cet équipement permettra de relier Coquilhatville, Stanleyville, Bukavu et Luluabourg au réseau mondial de télex, ce qui provoquera une amélioration considérable de la transmission des communications commerciales pour les abonnés et le public en général. La sécurité des voyages aériens au Congo et dans toute l'Afrique centrale sera accrue par suite de l'acheminement par les circuits à correction automatique des renseignements d'ordre météorologique et aéronautique. La transmission des communications gouvernementales sera également améliorée grâce aux services de téléimpression directe établis entre le Ministère de l'intérieur du Gouvernement central et les bureaux

gouvernementaux à Coquilhatville, Stanleyville, Bukavu et Luluabourg. En outre, le public bénéficiera généralement des services de télex ainsi que du bon fonctionnement des services télégraphiques et téléphoniques.

Le développement à plus long terme d'autres réseaux de télécommunication est également à l'étude. A cet égard, les principaux projets déjà envisagés sont les suivants: jonction des chefs-lieux des nouvelles provinces, ainsi que des principaux autres centres, au moyen des réseaux secondaires de télécommunication, avec raccordement au réseau primaire, les petits centres étant desservis par le réseau auxiliaire; extension des centraux téléphoniques; amélioration du matériel de radiodiffusion et installation de stations d'écoute chargées de mesurer et de contrôler les émissions radio.

L'un des plus importants problèmes qui se posent à présent au Gouvernement est celui de l'entretien de l'équipement actuel des télécommunications. Cette tâche devient de plus en plus difficile en raison de l'épuisement des pièces de rechange, des stocks, du carburant et des moyens de transport. D'autre part, les services d'exécution se sont améliorés avec le retour du personnel congolais formé à l'étranger. En collaboration avec le personnel des Postes, Télégraphes et Téléphones (PTT), les experts de l'UIT ont assuré la continuité des services dans tous les centres importants. Ils ont fait de même dans les petits centres, mais dans une moindre mesure en raison de la pénurie de personnel. Cependant, il sera impossible de maintenir les normes actuelles si des fonds ne sont pas fournis à l'avenir pour l'achat d'importantes quantités de pièces, de carburant et de véhicules.

Les missions de l'OACI et de l'OMM coopèrent étroitement, tant pour le développement des services que pour résoudre les problèmes quotidiens d'entretien. Cette coopération s'est révélée mutuellement avantageuse en ce qui concerne l'échange de pièces et les opérations urgentes d'entretien dans les régions éloignées.

Formation

On a renforcé et intensifié la formation du personnel congolais en 1963. Pendant cette année, plus de 100 élèves ont fréquenté l'Ecole nationale des Télécommunications. Sur les 79 élèves qui ont suivi le cours pour techniciens, 19 termineront leur formation en juin 1964 et les 60 autres qui ont commencé un programme de deux ans pendant le dernier trimestre de 1963, termineront leurs études en 1965. Les 26 élèves opérateurs admis à l'école en 1963 achèveront leur formation en juin 1964. Outre les cours à long terme, une série de cours de révision d'une durée

de deux à trois mois a été donnée en 1963 à une dizaine d'élèves de l'ENT. Ces cours ont porté sur les opérations de transmission radio, sur l'entretien des téléimprimeurs des centraux téléphoniques ainsi que sur le contrôle des émissions.

Le personnel congolais ayant acquis une certaine expérience dans les services nationaux de télécommunication a bénéficié de bourses de perfectionnement lui permettant de recevoir une formation pratique spécialisée à l'étranger. A la fin de 1963, 28 élèves effectuaient des études de radiocommunication en France et 24 autres - dont 19 se spécialisaient en systèmes télégraphiques automatiques et 5 en émetteurs récepteurs radio - ont terminé leurs études dans la République fédérale d'Allemagne. En décembre, 18 autres techniciens ont commencé à suivre en France un programme de formation de 18 mois en radiocommunications. Les Nations Unies ont accordé au Directeur Chef des services une bourse spéciale en matière d'administration des télécommunications.

TRANSPORTS

L'assistance fournie par les Nations Unies au Congo dans le domaine des transports revêt un double aspect: services consultatifs auprès du Ministère des Communications et Transports et assistance technique à l'Office d'exploitation des transports au Congo (OTRACO), en vue d'assurer le fonctionnement et l'entretien du principal réseau de transport du pays.

OTRACO

L'OTRACO est le plus grand organisme de transport de la République du Congo. Ses réseaux comportent deux lignes de chemin de fer (Léopoldville/Matadi (366 km) et Boma/Tshela (140 km)), les services de transports fluviaux sur le Congo, le Kasai et leurs affluents (11 939 km sur un total de 14 600 km de voies navigables), le service de navigation sur le Lac Kivu (157 km) et le transport routier de Bukavu à Kalundu/Usumbura (140 km). En outre, l'OTRACO assure l'exploitation des ports suivants, qui sont d'une importance capitale: Matadi, Léopoldville, Boma, Coquilhatville, Stanleyville et Kalundu.

Vers la fin de 1962, des experts de l'ONU ont été mis à la disposition de l'OTRACO pour contribuer au fonctionnement des services de la comptabilité, à l'entretien et à la réparation des locomotives et des véhicules, ainsi qu'à l'exploitation des ports. En 1963, les experts de l'ONUC affectés à l'OTRACO comprenaient 5 mécaniciens Diesel, 1 électricien Diesel, 1 ingénieur électricien, 1 ingénieur des constructions navales, 2 agents de port et 5 comptables.

Le Gouvernement avait demandé des comptables qui aideraient à redresser la situation financière de l'OTRACO en déterminant les causes des retards dans la préparation des comptes et en instituant une méthode efficace de comptabilité. Vers la fin de 1963, le bilan de l'exercice 1962 avait été dressé et les comptes mis à jour pour le premier semestre de 1963. Les comptables de l'ONUC ont participé à la préparation des prévisions budgétaires pour 1964. Ils ont contribué à une analyse générale de la situation financière de l'OTRACO et à une étude concernant les modifications tarifaires. Ils ont également aidé à améliorer la collaboration entre les divers services et départements de l'OTRACO.

Parmi les experts mécaniciens et électriciens Diesel, trois étaient affectés aux chantiers navals de Léopoldville, deux à l'atelier de réparation de Thyville et un à l'atelier de Boma. Aux chantiers de Léopoldville, les réparations de chalands, de

remorqueurs et d'unités fluviales représentaient environ 60% des travaux, et l'entretien régulier 40% seulement. Dans tous ces domaines, les experts ont assuré la formation en cours d'emploi de leur homologues congolais, en ce qui concerne l'entretien et les réparations. A la fin de l'année, leurs efforts ont abouti à la remise en service des unités dans un laps de temps plus court, et à une utilisation plus économique du matériel et des pièces de rechange.

L'ingénieur en constructions navales était chargé d'établir les programmes de réparation et d'entretien des unités fluviales. Il a procédé, avec son homologue congolais, à l'inspection des chantiers navals de Léopoldville et notamment des sections de carénage et de réparation des unités.

L'expert affecté au port de Matadi exécutait une double tâche, à savoir organiser le département de facturation et former des déclarants de douane. Un cours de six mois a été donné aux agents de l'OTRACO en fonction des changements apportés au programme d'importation, des quantités considérables de marchandises étant importées au Congo au titre du programme d'aide économique des Etats-Unis. A la fin de ce cours, les relations avec la douane se sont sensiblement améliorées.

Trois experts de l'ONUC ont entrepris l'étude du réseau complexe de transport du Mayumbe. Cette étude porte sur une analyse de l'état de la voie ferrée Boma/Tshela, sur la réfection et la remise en service de cette ligne ainsi que sur une évaluation du trafic des ports de Boma et de Banana, compte tenu d'une part, de l'évolution des transports routiers et ferroviaires, et d'autre part, du développement économique général du Mayumbe. L'étude en question doit fournir les éléments nécessaires au programme d'investissement prévu pour le Congo dans le cadre du Plan quinquennal 1965-1969 1/.

Le manque de coordination entre les divers services et départements constituait l'une des faiblesses de la gestion de l'OTRACO. Les techniciens de l'ONUC ont contribué à remédier à cette situation. A la fin de l'année, la coopération s'étant améliorée, les chantiers navals et les ateliers de réparation fonctionnaient avec moins de retard et plus d'efficacité. Cependant, il serait illusoire de prétendre que les 15 experts de l'ONUC et les 160 autres techniciens étrangers et congolais peuvent remplacer les 1 008 techniciens et ouvriers spécialisés qui étaient au service de l'OTRACO avant l'indépendance. En vue d'améliorer les connaissances du personnel de l'OTRACO, les Opérations civiles ont élaboré

1/ Voir chapitre "Analyse et coordination économiques".

des programmes de formation portant sur les locomotives et moteurs marins diesel.

Services consultatifs auprès du Ministère des Communications et Transports.

La Section des transports et communications de l'ONUC a été intégrée au Ministère des Communications et Transports du Gouvernement central vers la fin d'avril 1963. Jusqu'à cette date, les exports étant séparés du Ministère, leur efficacité était affectée par le manque de coordination entre leurs activités et celles du Département. Les obstacles qui s'opposaient à une coordination totale ont ainsi été éliminés.

En 1963, le Conseiller principal et son assistant ont activement contribué à la solution de tous les problèmes de transport qui se posaient au Département. Ils ont présenté des notes, des rapports et des recommandations à ce sujet, notamment en ce qui concerne la documentation relative aux conventions entre le Conseil monétaire et les entreprises de transport, et les programmes prioritaires d'investissement de 1964.

DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET SERVICES CONSULTATIFS

EN MATIERE SOCIALE

Les Nations Unies ont réalisé en 1963 d'importants progrès dans la poursuite de leur but visant à aider le Gouvernement congolais à élaborer et à exécuter des plans relatifs aux services sociaux. Outre l'aide fournie aux services sociaux ordinaires et à l'Ecole des cadres (destinée au personnel de direction), divers cycles d'études ont été organisés dans les chefs-lieux provinciaux et à Léopoldville. La création d'un Fonds de développement communautaire représente également un progrès appréciable.

Le Fonds de développement communautaire fonctionne en tant que service relativement autonome chargé d'appuyer la structure administrative gouvernementale. Il est destiné à apporter aux projets entrepris dans tout le pays une assistance sous forme de personnel, de fonds, d'équipement et de matériel. L'élément essentiel à la base de ces projets est le fait que la population intéressée accepte d'exécuter elle-même les travaux qui lui permettront d'améliorer son bien-être économique et social. Bien que les projets visent divers objectifs concrets tels que la construction et la réfection des routes, la planification et la construction de logements plus durables, la création de dispensaires et d'écoles, etc., l'objectif le plus important est d'encourager la population à faire preuve d'initiative et à démontrer qu'elle peut, avec les moyens limités dont elle dispose, relever son niveau de vie général. On espère, par cette méthode, contribuer à former des citoyens pleins de bonne volonté et imbus du sens de leurs responsabilités.

Il est prévu que le Fonds tirera ses ressources de toutes les organisations et de tous les particuliers qui s'intéressent au développement du Congo. Le Fonds est conçu de façon à ce qu'il puisse s'adapter aux diverses situations; ainsi, toute assistance offerte, quelle qu'elle soit, pourra être acceptée et utilisée. Par exemple le donateur peut assumer l'entière responsabilité d'un projet donné ou contribuer en personnel, en outillage, en véhicules ou en tout genre de fournitures et d'équipement à la mise en oeuvre du programme général.

En 1963, les plans de quelque 24 projets ont été terminés et 9 466 francs congolais ont été prélevés sur les fonds de contrepartie allemands pour le financement des 17 premiers projets. A la fin de l'année, des demandes d'assistance financière pour d'autres projets étaient en cours de préparation. En plus des fonds de contrepartie, divers gouvernements

et organisations ont promis de fournir du personnel et une assistance sous d'autres formes. On s'attend à un accroissement appréciable de ces offres en 1964. Il y a lieu de noter que, partout où l'on emploie un personnel étranger on lui adjoint des homologues congolais pour que ceux-ci puissent prendre la relève le plus tôt possible.

Les projets sont de genres très divers et pour chacun d'entre eux la population intéressée a témoigné tout son désir de contribuer par ses propres efforts et ressources à la réussite du programme. Plusieurs projets sont d'ordre général et visent à améliorer certaines conditions de vie des communautés intéressées. On peut citer à titre d'exemple l'action entreprise dans la province du Sankuru, où des membres de la tribu Batatela ont dû s'enfuir de Lodja, chef-lieu de la province, et chercher asile à Djalo qui est leur territoire d'origine. Djalo a environ 10 000 habitants presque entièrement privés d'installations communautaires. Avec l'aide des conseillers de l'ONUC, on a encouragé le désir d'une communauté à se réinstaller. Ainsi, la population a elle-même construit des écoles provisoires et d'autres installations. Les habitants fabriquent actuellement des briques, leur objectif immédiat étant la construction d'un bâtiment administratif, d'un bureau de poste, d'un dispensaire et d'un bâtiment scolaire plus solide. Ils ont également eux-mêmes tracé de nouvelles routes et réparé celles qui étaient impraticables. Un nouvel esprit s'est développé dans la communauté; la population ne se plaint plus des difficultés qu'elle a rencontrées et s'attèle de plein gré à la construction d'un nouveau village et de nouvelles maisons. Il est prévu que l'exécution de ce programme, qui comporte le développement de divers projets individuels, durera au moins trois ans. Pendant la période considérée, on a terminé les plans de deux projets dont l'un prévoit la construction d'installations communautaires et de routes praticables et l'autre la création d'élevages de volailles et de porcins.

Dans la région de Kisantu, du Kongo-Central, un programme analogue a été demandé par la population, qui s'est engagée à fournir la main-d'oeuvre et toutes autres ressources disponibles. Celles-ci comprennent une petite quantité de machines agricoles et quelques outils. Les habitants se sont déclarés disposés à retracer les limites de leurs propriétés afin de rendre possible une planification rurale plus rationnelle. En outre, une association d'anciens étudiants originaires de cette région s'est engagée à apporter une contribution financière à la mise en oeuvre de ce projet. Des pourparlers préliminaires ont indiqué qu'un gouvernement est disposé à fournir une assistance sous forme d'équipement et d'experts.

Pour la province de Luluabourg, le Fonds de développement communautaire a étroitement collaboré avec les "Compagnons bâtisseurs", organisation bénévole de jeunes techniciens européens et congolais. Cela a permis de mener à bien un certain nombre de projets, notamment la construction de maisons durables avec les matériaux disponibles sur place. Des femmes

et des jeunes filles congolaises suivent des cours de formation en économie domestique, en hygiène personnelle et en nutrition. Certaines d'entre elles sont des "animatrices" choisies pour leurs qualités de dirigeantes. Elles aideront bénévolement les villageoises à améliorer les conditions générales dans leurs foyers.

Plusieurs projets ont été amorcés dans la région de Léopoldville en vue de réinstaller les communautés qui y avaient été initialement établies pour assurer la production de denrées alimentaires destinées à la capitale. L'un des projets prévoit la construction de trois grands viviers; il avait été proposé par un étudiant en médecine de Lovanium qui, au cours de ses travaux sur le terrain, avait constaté que le principal problème touchant la santé de la région était dû à la carence protéinique. Dans un autre ensemble de villages voisins de Léopoldville, la population a créé une coopérative et, après plusieurs mois d'activité, a acheté un camion pour transporter ses produits. D'autres projets de ce genre sont à l'étude et pourraient transformer ce district en une communauté prospère et se suffisant à elle-même.

De nouveaux plans ont été établis à l'appui du programme de développement communautaire destiné aux 6 000 membres du clan Mbelo, qui vivent dans 20 villages de la province du Jac Léopold II. (1) L'objectif de ce programme est de remettre en état, avec la collaboration de la FAO, des plantations de palmiers à huile d'une superficie de 150 hectares et d'aménager des cultures de riz et de tabac.

Le Gouvernement provincial du Nord-Katanga met à exécution un autre programme dont le but est de repeupler et de développer le territoire de Kabongo qui, abandonné en grande partie pendant les combats du Katanga, a été négligé depuis cette époque. Le Fonds compte fournir des instruments aratoires et des matériaux de construction afin de permettre aux habitants de recommencer à cultiver leurs terres.

La tâche de mener à bien ces travaux a incombé à un petit groupe de fonctionnaires des affaires sociales actuellement au service de l'ONU au Congo. Il s'agit d'un consultant principal, d'un expert en développement communautaire, d'un conseiller en formation des jeunes et d'un expert en formation des services sociaux. Pendant le deuxième semestre de l'année, on a pu engager deux conseillers régionaux en développement communautaire afin qu'ils aident à diriger divers projets entrepris dans les provinces.

En 1963, les experts de l'ONUC à Léopoldville ont continué à fournir des services consultatifs au Ministère des Affaires sociales et à celui des Classes moyennes et du Développement communautaire. Ce dernier

(1) Ce projet a été décrit en détail dans le rapport du 1er mai 1963 sur les Opérations civiles au Congo.

ministère a été créé en avril 1963. D'autre part, des cours ont été donnés à l'Ecole des cadres et à l'Institut de formation sociale et des plans ont été élaborés pour renforcer les trois écoles provinciales des cadres, à savoir celles de Bukavu, de Coquilhatville et de Luluabourg.

En ce qui concerne la formation des jeunes, on a réalisé peu de progrès dans ce domaine entre 1960 et 1963, en raison principalement des problèmes administratifs qui se posaient aux divers ministères. En 1963, le Ministère de la Jeunesse et des sports, nouvellement créé, s'est chargé de ces activités. Bien que disposant d'un budget réduit, on a pu, avec une contribution du FISE, commencer à l'Ecole des cadres le premier cours de formation destiné aux dirigeants de la jeunesse. Le premier cours de 3 mois a été donné à 28 participants originaires de toutes les parties du Congo et dont la plupart avaient déjà de l'expérience dans les activités de la jeunesse. Après les quatre premiers jours d'orientation, le groupe s'est rendu à un emplacement situé à 25 km de Léopoldville et y a campé pendant 9 jours, au cours desquels il a reçu un enseignement en hygiène, santé, premiers soins, ainsi que des cours théoriques et pratiques de culture physique et de jeux d'équipe. Trois projets de travaux ont été exécutés pendant ce campement. Le plus utile d'entre eux a été la reconstruction d'un pont qui s'était rompu sur la seule voie d'accès permettant aux camions de transporter du bois d'oeuvre à Léopoldville.

L'enthousiasme des participants et les résultats obtenus indiquent clairement qu'il est souhaitable de poursuivre ce genre d'activités en 1964.

ANALYSE ET COORDINATION ECONOMIQUES

Bureau de l'Analyse et de la coordination économiques

La réunification du pays a permis au Gouvernement de porter une attention accrue au relèvement économique. Une mesure a été prise à cette fin en 1962 par la promulgation de l'Ordonnance No. 136 du 15 septembre 1962, portant création du Bureau de la Coordination économique auprès du Cabinet du Premier Ministre. Cette ordonnance confère au Bureau de la coordination économique les tâches de coordination de toutes les opérations d'assistance étrangère, de contrôle de l'utilisation des devises étrangères destinées aux importations et de l'initiative des études et recherches économiques visant à établir un programme de relèvement et permettant de conseiller le Gouvernement en matière de politique économique. L'arrêté ministériel du 20 octobre 1962 organise le Bureau en le dotant de quatre sections: le Bureau du Directeur, la Section de programmation et d'études, la Section de l'aide étrangère et la Section de liaison et du contrôle des importations.

Le Directeur du Bureau de la coordination économique, qui est un expert des Nations Unies désigné par le Président de la République, exerce également les fonctions de conseiller économique auprès du Premier Ministre, du Ministre du Plan et du Ministre de l'Economie nationale.

La Section de programmation et d'études est chargée d'étudier les ressources du pays et de préparer des programmes à court terme pour assurer le relèvement de l'économie. Dans le cadre de ces programmes, elle examine tous les projets de développement et fait des recommandations au Directeur.

La Section de l'aide étrangère assure la planification et la coordination des contributions étrangères faites sous forme de crédits ou de marchandises ainsi que les divers programmes d'assistance technique. Elle coordonne les demandes concernant les experts étrangers, obtient du Gouvernement l'approbation nécessaire pour leur recrutement et étudie avec les ministères intéressés les programmes relatifs aux bourses et à la formation.

La Section de liaison et du contrôle des importations est chargée, d'une part, de la planification du programme d'importation établi par le Gouvernement. Elle propose les principes qui doivent régir l'utilisation de l'aide étrangère à l'importation, évalue les besoins en matière d'importation, étudie les priorités qu'il faut leur accorder et formule les recommandations appropriées. D'autre part, cette Section approuve les quotas attribués aux importateurs

et s'assure que ces attributions sont conformes à la politique gouvernementale. Cette Section est également chargée de faciliter la mise en oeuvre de la politique économique définie par le Gouvernement, de maintenir un contact permanent avec les ministères, les provinces et les administrations intéressées pour recueillir les données nécessaires à la coordination ou pour résoudre les difficultés rencontrées dans ce domaine. Enfin, il lui incombe de poursuivre auprès des pouvoirs et des autorités compétents la réalisation des projets préparés par le Bureau.

Au cours des premiers mois de 1963, le Gouvernement a commencé à prendre des mesures énergiques en vue d'instaurer une stabilité monétaire. Ces mesures ont abouti, le 9 novembre 1963, à la dévaluation de la monnaie congolaise dont le taux de change, qui était de 65 francs le dollar, a été remplacé par un système de double taux, à savoir: 150 francs le dollar à l'achat et 180 francs à la vente. Le Gouvernement a créé une "Commission de redressement financier" dont le mandat était de préparer un plan de réforme monétaire visant à établir une stabilité financière. Trois experts des Nations Unies, le Directeur du Bureau de la coordination économique, le Président du Conseil monétaire et l'Ordonnateur des finances publiques, avaient été désignés par le Premier Ministre comme membres de cette Commission. Le Gouverneur de la Banque centrale et le Directeur de l'Institut de recherches économiques et sociales de l'Université Lovanium en faisaient également partie en qualité de membres. Le Fonds monétaire international, auquel on avait demandé de contribuer à l'étude concernant la dévaluation de la monnaie, a envoyé une mission au Congo en juin 1963. En septembre, peu avant la dévaluation, la République du Congo a adhéré au Fonds monétaire international et à ses deux institutions soeurs: la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et la Société financière internationale.

Ministère de l'Economie nationale

Le Ministère de l'économie nationale est chargé d'appliquer les principes directeurs et les instructions émanant du Bureau de la coordination économique et de s'assurer que la politique énoncée par le Gouvernement est parfaitement suivie. Par suite de l'effondrement, immédiatement après l'indépendance, des systèmes d'approvisionnement et de fourniture des secteurs public et privé, le Ministère a assumé la responsabilité de ces tâches en procédant de deux façons: un service de l'industrie, qui fait partie du Ministère de l'économie nationale a été spécialement chargé de subvenir aux besoins de l'industrie, tandis que l'Office de l'approvisionnement devait s'occuper des autres besoins du pays. En tant qu'organes exécutifs du Gouvernement, ces services jouent un rôle vital, non seulement en délivrant des quotas déterminés à différentes firmes, mais également en examinant en détail les besoins du commerce intérieur et de l'industrie.

Ainsi, il incombe au Ministère de l'Economie nationale d'assurer un apport continu de marchandises et de répartir les matières premières essentielles, notamment tous les produits et articles nécessaires à la production industrielle et agricole ainsi qu'aux autres secteurs de l'économie. Dans le cadre du programme d'importation et compte tenu des faibles ressources en devises du pays, le Ministère veille à ce que des quantités suffisantes de denrées alimentaires, de produits de base, de médicaments, de produits pharmaceutiques, de désinfectants, d'insecticides, etc., soient importées. Le Ministère tient compte également de la nécessité d'encourager la production nationale et de stimuler le fonctionnement et le développement des industries existantes.

Nouvelles mesures envisagées

Sur la base de l'expérience déjà acquise, le Gouvernement envisage de prendre un certain nombre de mesures pour rationaliser et simplifier davantage le travail de préparation du programme d'importation, les attributions de quotas d'importation et les dispositions relatives à leur répartition. Les mesures qu'on se propose de prendre comprennent notamment: l'intégration du Service de l'industrie à l'Office de l'approvisionnement, la préparation d'un nouveau registre des importateurs et la reclassification des importations en conformité du code des douanes, ce qui permettra de délivrer une licence et un quota spécial pour chaque catégorie d'article. On a également l'intention de prendre des mesures pour comparer les prix de revente des produits importés au coût de ces produits à la source, de déterminer la proportion de produits importés qui sont écoulés dans les provinces et, d'une façon générale, dans l'intérieur du pays, et d'empêcher, en collaboration avec le service des douanes, la réexportation ou la contrebande des marchandises d'importation. Des dispositions seront également prises pour rassembler et classer les données concernant les besoins des provinces afin que chacune de ces dernière reçoive une part convenable des ressources disponibles et puisse ainsi obtenir ce dont elle a le plus besoin.

On évaluera ainsi les besoins de chaque province au moyen d'une liaison directe avec les gouvernements provinciaux. On prêtera une attention particulière à l'établissement de programmes relatifs aux arrivages de produits alimentaires. Une organisation d'achat sera également créée afin que les besoins essentiels des services gouvernementaux et des institutions parastatales soient dûment pris en considération dans le programme d'importation, et qu'un maximum d'économies soit réalisé. Les services logistique et statistique d'appui au programme, dont le Ministère de l'Economie nationale est doté, seront développés davantage de manière qu'ils constituent un instrument efficace pour organiser et coordonner l'assistance

extérieure fournie sous forme de dons et de prêts, ainsi que les ressources du pays en devises.

Project de développement économique

Jusqu'à présent, les project de développement économique avaient été étudiés de façon fragmentaire. Le Ministère du plan a élaboré et publié, de temps à autre, des programmes économiques basés sur les statistiques disponibles. Cependant, faute de facilités administrative et de personnel technique, il n'a pas été possible d'aller plus loin dans cette voie et de tracer les plans permettant d'exploiter d'une façon méthodique et coordonnée les ressources humaines et matérielles du pays.

Le Gouvernement propose actuellement que le Ministère du plan et du développement industriel entreprenne, en coopération avec d'autres ministères du Gouvernement Central et les gouvernements provinciaux, de préparer les données générales d'un programme à long terme de développement économique et social. Une section de planification économique est en cours de formation au Ministère du Plan et du Développement industriel. Le Ministère dispose déjà des services d'un conseiller principal et de trois statisticiens des Nations Unies.

En juillet, le Gouvernement a officiellement annoncé qu'un plan quinquennal de développement économique, dont les grandes lignes ont été définies, devait être préparé. Un expert de la Commission économique pour l'Afrique a aidé le Ministre du Plan à élaborer un rapport préliminaire à ce sujet, lequel devait être discuté au cours de la Conférence nationale des ministres provinciaux du Plan, fixée pour la mi-février 1964.

EDUCATION

A la demande du Gouvernement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a maintenu et, à certains égards, étendu ses activités au Congo en 1963, de la manière suivante: en mettant des experts à la disposition du Gouvernement central et des administrations provinciales; en renforçant et en développant le système scolaire; en fournissant une aide croissante aux institutions d'enseignement supérieur et de formation pédagogique; en soutenant les plans visant à maintenir les institutions scientifiques et les parcs nationaux du Congo; et en contribuant au développement des services d'information congolais.

Une comparaison des chiffres de fréquentation scolaire entre les périodes 1959/60 et 1962/63 indique un désir croissant d'éducation au Congo. Dans les écoles primaires, le nombre d'élèves est passé de 1 641 382 à 1 933 188; dans les écoles secondaires, de 28 900 à 68 350; et au niveau universitaire, de 601 à 2 032. Il a fallu engager un nombre croissant de professeurs et, en 1963, l'UNESCO a aidé à recruter dans 29 pays 801 professeurs d'écoles secondaires^{1/}. En outre, 1 200 professeurs ont été fournis au titre des accords bilatéraux avec la Belgique et d'autres ont été fournis par des ordres religieux. On estime qu'en tout 3 300 enseignants ont été recrutés sur le plan international pour l'année 1963/64. On pense que ce nombre s'accroîtra chaque année jusqu'en 1967, période des plus grands besoins, et qu'à partir de 1969 il diminuera en proportion du nombre de Congolais adoptant la profession enseignante.

Des progrès marqués ont été réalisés en éducation secondaire et, conformément au programme de développement inauguré par l'Ordonnance présidentielle du 17 juillet 1961, le nombre des étudiants s'est élevé à 85 000 au début de l'année scolaire 1963/64. A la fin de ce programme, qui porte sur tout le cycle secondaire jusqu'en 1966/67, on prévoit que le nombre d'élèves des écoles

^{1/} Les professeurs venaient des pays suivants: Belgique, 220; Haïti, 136; Liban, 93; France, 78; République arabe unie, 52; Espagne, 45; Syrie, 30; Italie, 30; Grèce, 28; Canada, 26; Chine, 13; Suisse, 8; Pologne, 7; Hongrie, 4; Vietnam, 6; Pays-Bas, 3; Royaume-Uni, 3; Afghanistan, 2; Chili, 2; Allemagne, 2; Ruanda, 2; Suède, 2; Colombie, 1; Guinée, 1; Luxembourg, 1; Mexique, 1; Norvège, 1; Palestine, 1; Etats-Unis, 1; et apatrides, 2.

secondaires passera de 2 à 10% du nombre total des élèves au Congo, conformément aux objectifs fixés en 1961 à la Conférence des Etats africains qui s'est tenue à Addis-Abéba. A partir de 1967, on compte que 7 000 étudiants obtiendront chaque année des diplômes généraux, techniques ou d'enseignement, ce qui les rendra admissibles à des études supérieures dans des universités ou des établissements spécialisés.

La commission de 14 membres, y compris deux experts de l'UNESCO, qui avait été créée en 1961 pour élaborer des mesures visant à la réforme de l'enseignement, a poursuivi ses travaux sur la structure et les programmes de l'enseignement secondaire et de nouveaux programmes d'études, communs à toutes les écoles, ont été introduits au début de l'année scolaire 1963/64. Ils comportent un premier cycle d'études générales durant deux ans, suivi d'un second offrant le choix entre a) un certain nombre de cours de quatre ans (littéraires, scientifiques, pédagogiques ou techniques, commerciaux, industriels et agricoles) menant tous au certificat de fin d'études secondaires; et b) deux ou trois ans de formation professionnelle menant à un certificat d'aptitude. En vue de donner le maximum d'intérêt à ces cours, l'UNESCO a enquêté, pour le compte du Gouvernement, sur les possibilités d'emplois techniques et professionnelles qui seraient par la suite offerts aux étudiants.

Le rétablissement d'un service d'inspection générale des écoles était indispensable pour assurer le maintien des normes d'éducation et garantir la mise en oeuvre des mesures de réforme. L'UNESCO a fourni en 1962/63 quatre inspecteurs généraux dans les branches suivantes de l'enseignement: formation pédagogique, histoire et géographie, français et latin, sciences. Ces inspecteurs ont réussi à visiter la plupart des écoles secondaires dans les différentes provinces, et ont en outre contribué activement aux travaux de la commission de réforme.

Avec le développement de l'enseignement secondaire, des manuels et du matériel d'enseignement étaient requis d'urgence. Pour faciliter leur importation, l'UNESCO a introduit en 1961 un système de coupons, que les Nations Unies ont appuyé en fournissant des devises. En janvier 1963, un centre d'achat et de distribution de matériel d'enseignement a été établi au Ministère de l'éducation, et des manuels ainsi que du matériel d'une valeur de 2 500 000 dollars ont été importés pendant l'année.

Le Gouvernement a mis en oeuvre un programme étendu de construction pour les écoles avec l'assistance de l'UNESCO et de fonds de contrepartie régis par les Nations Unies, du programme AID des Etats-Unis

et de la République fédérale d'Allemagne. Une somme totale de 411 169 868 FC a été ainsi affectée à la construction de salles de classe, de laboratoires et de maisons d'étudiants et de professeurs, tant pour les écoles secondaires que pour les établissements d'enseignement supérieur.

Bien que l'assistance de l'UNESCO ait été surtout consacrée à l'enseignement secondaire, on s'est rendu compte qu'il fallait également faire beaucoup pour élever le niveau de l'enseignement primaire. Surtout dans les régions rurales éloignées, les experts de l'UNESCO ont constaté que les professeurs n'étaient pas assez qualifiés, que les bâtiments d'écoles étaient inadéquats et que les manuels et le matériel d'enseignement étaient pratiquement inexistants. Un comité avait été constitué en juin 1962 avec des représentants de chaque province et des experts belges et de l'UNESCO, en vue de préparer un programme unifié pour toutes les écoles primaires, en attendant l'élaboration d'un programme d'études plus détaillé. Le programme de ce comité a été introduit au début de l'année scolaire 1963/64. Des mesures ont été également prises en vue de rendre les moniteurs et monitrices plus qualifiés pour leurs responsabilités. L'UNESCO a organisé quatre équipes mobiles, avec des véhicules et un appui financier fournis par le FISE, pour donner quatre semaines de cours de formation accélérée à des instituteurs dans tout le pays. Ces équipes opéraient à partir de 14 emplacements différents et l'on estime que plus de 1600 instituteurs ont bénéficié de cette formation. Le succès de ce projet a démontré qu'il était souhaitable de créer plus d'équipes à fin de donner des cours de plus longue durée. On compte que les autorités congolaises assumeront bientôt la responsabilité de cette tâche.

Les trois établissements spécialisés suivants, à la création desquels l'UNESCO avait grandement contribué, ont continué à étendre leurs activités en 1963:

L'Institut pédagogique national, inauguré en décembre 1961 avec un personnel fourni par l'UNESCO, comprend une section de recherches et une école-pilote pour la formation de professeurs. On a commencé en 1963 à procéder à de nouvelles construction en vue d'ajouter des salles de classe et des logements d'étudiants. Une conférence, à laquelle participaient des organisateurs d'autres établissements de formation de professeurs de tout le pays, s'est tenue à l'Institut en août et a établi une coopération étroite entre les écoles nationales et provinciales. A compter de 1965, l'Institut commencera à délivrer chaque année des diplômes à environ 100 professeurs, qui seront ensuite chargés des cours du premier cycle de l'enseignement secondaire. Le Fonds spécial des Nations Unies a assumé la responsabilité financière de l'Institut depuis le 1er février 1964.

L'Institut national du Bâtiment et des Travaux publics^{2/} a été créé en février 1962 avec l'assistance de l'UNESCO pour fournir progressivement les 500 ingénieurs-techniciens nécessaires à l'industrie privée et les 500 autres nécessaires aux travaux publics. Cent sept étudiants étaient inscrits en 1963 au cours de quatre ans, et l'on compte que 40 d'entre eux recevront leur diplôme en 1965. Le financement de l'Institut a été assumé par le Fonds spécial à partir du 1er octobre 1963.

A l'Institut national des Mines de Bukavu, le corps enseignant est aussi constitué intégralement par des experts de l'UNESCO. Il donne des cours de quatre ans visant à former des ingénieurs et des techniciens destinés aux importantes compagnies minières et aux services gouvernementaux d'inspection des mines. On estime que 250 ingénieurs et 150 techniciens sont nécessaires dans ce domaine. En outre, 200 géologues sont nécessaires pour étendre et développer les prospections, qui ont été presque abandonnées pendant des années, et 600 autres ingénieurs-techniciens pourraient être absorbés par l'industrie privée. Un noyau de 100 étudiants ont été admis à l'Institut en octobre 1963, pour recevoir une formation dans ces divers domaines. Le financement de l'Institut a été assumé par le Fonds spécial à partir du 1er février 1964.

Un autre établissement spécialisé qui a reçu une aide des Nations Unies - mais non par l'intermédiaire de l'UNESCO - est l'Ecole nationale de droit et d'administration (ENDA), où 427 élèves étudiaient en 1963 le droit ou l'administration publique en vue d'assumer des postes gouvernementaux.^{3/} Les deux universités du Congo - celles de Lovanium et celle d'Elisabethville - ont étendu leurs services d'enseignement en 1963, et une nouvelle université a été inaugurée à Stanleyville. Après la réintégration du Katanga, le Gouvernement a demandé l'assistance de l'UNESCO pour élaborer des statuts en vue de réorganiser l'université d'Elisabethville comme université nationale.

A la demande du Gouvernement, l'UNESCO a organisé des cours pour les employés du Ministère de l'Education et des ministères provinciaux. Outre les cours donnés à Léopoldville et à l'Université Lovanium, on a offert au personnel des catégories supérieures un cours de neuf mois à Genève, avec la coopération du Bureau international de l'éducation. Quinze fonctionnaires congolais se sont inscrits à ce cours, qui a commencé en octobre 1963.

^{2/} Voir aussi le chapitre sur les travaux publics.

^{3/} Pour plus amples renseignements sur l'ENDA, voir le chapitre consacré à l'administration publique.

L'aide de l'UNESCO en matière d'éducation a été accompagnée par une assistance pour les communications de masse et les sciences. En 1963, quatre experts de la radio et de la presse ont aidé à réorganiser le Ministère de l'Information; ils ont élaboré les statuts régissant l'exploitation de la radiodiffusion congolaise et une agence nationale de presse, et ont donné une formation en cours d'emploi aux correspondants de presse, aux rédacteurs et aux compositeurs. Avec l'assistance de l'UNESCO, un cours a été organisé par le Ministère de l'Information pour former les correspondants des provinces.

Dans le domaine des sciences, l'UNESCO a contribué en grande partie à maintenir deux des instituts les plus utiles au Congo: l'Institut de la recherche scientifique en Afrique centrale (IRSAC) et l'Institut des parcs nationaux du Congo (IPNC). Un statut a été élaboré pour l'IRSAC et l'installation de Lwiro sur le Lac Kivu a été maintenue. En mai 1963, une conférence internationale de sismologie s'est tenue à Lwiro. Les experts de l'UNESCO ont préparé un rapport sur le fonctionnement de l'IPNC, avec des recommandations en vue de modifier sa constitution.

BOURSES DE PERFECTIONNEMENT

Grâce aux centres de formation professionnelle - dont la création au Congo est due dans une large mesure aux Nations Unies et à leurs institutions spécialisées - il a été possible en 1963 d'octroyer des bourses à environ 1 300 ressortissants congolais, leur permettant ainsi de faire des études dans leur propre pays. En fait, le nombre de bourses de perfectionnement à l'étranger s'est élevé cette année à 47 seulement, lesquelles n'ont été accordées qu'au cas où une formation équivalente ne pouvait être assurée au Congo et lorsque la valeur de l'étude résidait dans l'observation des pratiques en vigueur dans divers pays. De nombreuses bourses de perfectionnement à l'étranger ont été offertes au titre de programmes bilatéraux, comme mentionné dans les différents chapitres du présent rapport.

On trouvera ci-dessous la liste des bourses offertes en 1963 par les Nations Unies et leurs institutions spécialisées. Le premier tableau indique les bourses valables au Congo et le second celles donnant droit à des études à l'étranger.

BOURSES DE PERFECTIONNEMENT AU CONGO

Matière	Nombre	Durée	Etablissement
<u>FAO:</u>			
Mécanique agricole	77	3 mois $\frac{1}{2}$	Centre de mécanisation agricole
Agriculture et administration	25	4 mois $\frac{1}{2}$	"
Aviculture	35	3 mois	Centre avicole, Mikondo
<u>OACI:</u>			
Contrôle de la circulation aérienne	44	1 an	Ecole nationale de l'Aviation civile
Opérations radio de l'aéronautique	44	1 an	"
Techniques radio de l'aéronautique	20	1 an	"

Matière	Nombre	Durée	Etablissement
<u>OIT:</u>			
Secrétariat et comptabilité	160	10 mois	Centre de formation des employés de bureau
<u>UIT:</u>			
Télécommunications	23	2 ans	Ecole nationale des Télécommunications
<u>UNESCO:</u>			
Formation de personnel enseignant	140	4 ans	Institut pédagogique national
Génie	107	4 ans	Institut national du bâtiment et des travaux publics
Génie et géologie	100	4 ans	Institut national des Mines, Bukavu
<u>OMS:</u>			
Médecine	78	4 ans	Faculté de médecine de Lovanium
<u>OMM:</u>			
Prévision	7	2 ans	Centre de formation météorologique
Observation météorologique	31	2 ans	"
" "	12	2 ans	" Luluabourg
" "	15	2 ans	" Stanleyville
<u>Nations Unies:</u>			
Droit et administration	427	4 ans	Ecole nationale de droit et d'administration

BOURSES DE PERFECTIONNEMENT A L'ETRANGER

Matière	Nombre	Durée	Etablissement
<u>OIT:</u>			
Sécurité sociale	3	6 mois	OIT, Genève, puis Belgique et France. Un boursier a visité le Sénégal.
Inspection et administration du travail	3	10 mois	OIT Genève et France
Syndicats	9	3 mois	OIT Genève, Belgique et France
<u>UIT:</u>			
Télécommunications	1	4 mois	France
<u>UNESCO:</u>			
Pour fonctionnaires du Ministère de l'Education	15	9 mois	Genève, en collaboration avec le Bureau international de l'éducation
<u>OMM:</u>			
Prévision	2	6 mois	Ouganda
"	4	6 "	Irlande
"	4	6 mois	Suisse
"	1	1 an	République fédérale d'Allemagne
<u>Services postaux:</u>			
Administration des postes	5	6 mois	Suisse

SANTE

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a maintenu en 1963 son programme à long terme d'assistance pour le développement des services de santé au Congo. Sa collaboration avec le Ministère de la santé s'est poursuivie dans un esprit d'entente, et les 23 conseillers affectés au Ministère se sont occupés de divers domaines de la santé publique, notamment d'administration des hôpitaux, de soins infirmiers, d'hygiène maternelle et infantile, de pharmacie, d'assainissement, et de lutte contre les maladies tropicales propres au Congo.

L'organisation des ministères provinciaux a progressé avec lenteur en raison de la création de nouvelles provinces ou du remaniement des gouvernements provinciaux, selon le cas. Au Nord-Kivu par exemple, lorsque le Gouvernement provincial a dû renoncer à Goma en tant que chef-lieu, les autorités médicales se sont dispersées dans toute la province et le conseiller de l'OMS s'est trouvé dans l'impossibilité de maintenir le contact avec eux. Les ministères provinciaux du Kongo-Central, du Haut-Congo, du Nord-Katanga, du Kivu-Central, du Sud-Kasaï et du Lomami ont réalisé cette année des progrès sensibles dans l'organisation de leurs services de santé.

En avril, le Parlement a attribué 420 millions de francs congolais au Ministère de la santé, soit 4% du budget total. A titre de comparaison, le Ministère bénéficiait de 10% du budget national avant l'indépendance. Ainsi, l'insuffisance de fonds a constitué un handicap pendant toute l'année. La pénurie de produits pharmaceutiques posait un autre problème. Le volume des importations, en baisse pendant les cinq années précédentes, a atteint un minimum alarmant en 1963. Il était impossible d'indiquer la quantité du stock détenu au Dépôt médical central, aucun inventaire n'ayant été dressé depuis 1960. Le pharmacien de l'OMS attaché au Ministère de la santé et l'administrateur s'efforcent, en collaboration avec le Conseil monétaire, d'obtenir une augmentation des quotas d'importation.

Pendant l'année considérée, l'OMS a distribué d'importantes quantités de vivres aux hôpitaux des diverses régions du pays, notamment à Albertville et à Léopoldville. Ces vivres, qui comprenaient du poisson, des fruits et des légumes en conserve, de la viande et des rations "C", étaient prélevés sur les surplus militaires de l'ONUC.

Formation

L'OMS a mis l'accent sur la formation de personnel congolais plus que sur toute autre partie de ses activités, ce domaine étant considéré comme le plus important dans le cadre de ses plans d'assistance visant à permettre au Gouvernement d'établir ses propres services de santé.

On a encouragé les étudiants en médecine congolais à effectuer leurs études à l'Université Lovanium plutôt qu'à chercher à s'inscrire dans les facultés de médecine à l'étranger. A la fin de l'année, 55 Congolais qui avaient étudié dans des facultés françaises ont regagné Léopoldville après avoir acquis une formation complète de médecin. Ils pratiqueront pendant une certaine période aux côtés de médecins de l'OMS ou d'autres organismes, pour recevoir une formation supplémentaire en cours d'emploi, ce qui doit permettre de procéder, en 1965, à une importante réduction du personnel de l'OMS.

A la Faculté de médecine de Lovanium, six professeurs de l'OMS font partie du corps enseignant. A l'Ecole d'infirmières, trois professeurs de l'OMS ont poursuivi leurs travaux et, sur les conseils de l'OMS, un cours sur la santé publique a été ajouté au programme. Entre-temps, une des premières élèves congolaises à recevoir un diplôme d'infirmière de l'Ecole en juillet 1963 s'est jointe au personnel enseignant. En octobre, la Faculté de médecine commençait sa quatrième année avec 78 élèves, dont 38 en année préparatoire, 10 en première année, 16 en deuxième année et 14 qui termineront leur formation à la fin de l'année scolaire.

En février, le Centre sanitaire de N'Djili, situé dans les environs de Léopoldville, a été officiellement inauguré par le Ministre de la Santé; il fonctionne sous les auspices de l'OMS. A la suite de cet exemple, le Ministre provincial de la santé du Haut-Congo a demandé l'établissement d'un centre analogue à Stanleyville.

Le programme d'études de l'Institut d'enseignement médical de Léopoldville porte sur les matières suivantes: pharmacie, administration des hôpitaux et assainissement. Trente-cinq élèves ont terminé en 1963 le cours théorique d'un an sur l'administration des hôpitaux et ont été ensuite affectés à divers hôpitaux pour y recevoir une formation pratique pendant un an. Vingt-cinq élèves ont commencé leur formation préliminaire. Le cours destiné à la formation d'agents sanitaires a commencé en octobre, avec 25 élèves choisis parmi 124 candidats. Trente et un élèves suivent le cours d'assainissement en deuxième année et 19 sont en troisième année. D'autres instituts d'enseignement médical à Bukavu, Coquilhatville et Stanleyville ont obtenu des résultats plus ou moins satisfaisants en 1963. Le centre de Stanleyville a fonctionné de façon satisfaisante tandis que celui de Coquilhatville était handicapé par la pénurie d'enseignants qualifiés. L'Ecole d'agents sanitaires de Bukavu devra probablement interrompre totalement ses activités jusqu'à ce que des professeurs compétents soient recrutés.

Au titre d'un accord bilatéral conclu avec le Gouvernement danois, un hôpital destiné à la formation et administré par la Croix-Rouge danoise a été installé à Léopoldville.

Services hospitaliers

En 1963, outre les conseillers attachés au Ministère de la santé, 174 médecins, instructeurs et techniciens de l'OMS desservaient 76 hôpitaux et neuf autres établissements au Congo ^{1/}. Partout dans le pays, les mêmes difficultés surgissaient: pénurie de personnel qualifié, manque de discipline aux échelons inférieurs, régime alimentaire inapproprié et insuffisance de médicaments. Le mécontentement du personnel était souvent dû au non-paiement des traitements par les autorités, parfois pendant plusieurs mois de suite. En mars, le personnel de l'hôpital de Lusambo s'est mis en grève jusqu'à ce qu'il ait été payé. On prévoit une amélioration de la gestion des hôpitaux, étant donné que des administrateurs spécialement formés sous les auspices de l'OMS se joignent au personnel des divers établissements hospitaliers.

La pénurie de médecins est illustrée par le fait qu'il existe encore plus de 40 hôpitaux, ayant chacun plus de 100 lits, qui n'ont pas un seul médecin. Un grand nombre de religieuses ont rendu des services inestimables en se consacrant à ces hôpitaux.

Pendant toute l'année, les dispensaires ont continué à fonctionner dans la mesure de leurs moyens mais le manque de médicaments et de contrôle médical a réduit leur efficacité, car ils sont à cet égard tributaires des hôpitaux.

Maladies transmissibles

Des équipes itinérantes de médecins et de techniciens ont été stationnées en 1963 dans les principales villes du Congo pour empêcher toute apparition de maladie de dégénérer en épidémie. Le FISE a doté ces équipes de moyens de transport et, grâce à leur intervention opportune, les épidémies ont été enrayerées. L'exposé suivant donne une idée générale des maladies qui sévissent au Congo:

Paludisme: cette maladie est la plus courante parmi celles qui affectent le Congo, et le nombre de cas signalés a augmenté cette année.

Variole: cette maladie s'est répandue de façon inquiétante depuis 1959. En 1963, 4 097 cas - dont 668 mortels - ont été signalés, contre 368 cas dont 44 mortels en 1959. Les médecins de l'OMS font de leur mieux pour circonscrire les foyers de variole. C'est ainsi qu'une grave épidémie a pu être évitée à Coquilhatville par l'action rapide de l'équipe itinérante de l'OMS, qui a fait vacciner 11 385 personnes.

^{1/} Outre ceux de l'OMS, 82 médecins ont été fournis par l'assistance technique belge et 24 par les missions religieuses. Dix médecins étrangers étaient employés directement par le Gouvernement. Le nombre de médecins congolais, qui était de 7 au début de l'année, est passé à 62 en décembre 1963.

Rage: en automne 1963, un nombre considérable de cas de rage ont été signalés à Bukavu où des vaccins antirabiques ont été demandés d'urgence. Le Dépôt médical central n'en ayant pas, ils ont dû être importés, et le retard qui en a résulté a provoqué de nombreux décès.

Diphtérie: il y a quelques années encore, cette maladie était presque inconnue au Congo. Trois cents cas ont été dépistés à Bunia (Ituri) en 1963, mais l'épidémie a été freinée.

Tuberculose: cette maladie a fait plusieurs victimes au Sud-Kasaï. Un spécialiste de l'OMS affecté à Luluabourg a présenté un plan de lutte contre la tuberculose dans cette région.

Trypanosomiase: le nombre de cas n'est pas encore connu avec exactitude. Soixante-quatre malades ont été soignés au Lomami en 1963. Cette maladie a fait son apparition au Sankuru, dans l'Unité Kasaienne, au Kwilu et au Haut-Congo.

La gonorrhée et les autres maladies vénériennes, qui se répandent de plus en plus dans tout le pays, préoccupent beaucoup les autorités médicales.

Bilharziose: cette maladie semble en progression.

Kwarshiorkor: des cas ont été signalés dans plusieurs régions.

Le pian a réapparu au Congo; quelques cas ont été signalés.

Lèpre: sauf les cas traités à l'hôpital des lépreux de Léopoldville, on ne connaît guère l'ampleur de cette maladie au Congo, bien qu'elle soit certainement très répandue. On envisage de mener une enquête à ce sujet en 1964.

Protection maternelle et infantile

Sous la direction de l'OMS, les centres de protection maternelle et infantile ont commencé à fonctionner efficacement à Coquilhatville, Luluabourg et Stanleyville. A Léopoldville, le conseiller de l'OMS auprès du Ministère de la santé et la section des soins infirmiers du groupe consultatif ont activement participé à l'organisation d'un cours destiné à la formation d'animatrices de zones rurales. Ce cours a porté sur les services de base d'hygiène maternelle et infantile.

En juillet, une Conférence nationale sur la protection maternelle et infantile s'est tenue à Léopoldville avec l'assistance d'un groupe consultatif de l'OMS. Soixante-dix représentants des services médicaux provinciaux y ont assisté, dont 45 médecins, 14 représentants d'instituts d'enseignement

médical, 8 directeurs de services médicaux locaux et 15 monitrices et directrices de services sociaux. La conférence a été suivie d'un cours de deux semaines organisé par le Centre international de l'enfance.

Assainissement

Les activités des ingénieurs sanitaires de l'OMS ont été handicapées, pendant toute l'année, par le manque de véhicules et de produits chimiques ainsi que par l'insuffisance de fonds et de personnel. Bien que des projets isolés aient été couronnés de succès, on a enregistré peu d'améliorations dans les services sanitaires généraux. Des ingénieurs sanitaires de l'OMS ont été affectés à Albertville et à Luluabourg, en plus de ceux qui étaient déjà en fonction à Bukavu, Coquilhatville et Stanleyville.

L'inondation du Lac Tanganyika au début de l'année a posé de graves problèmes d'hygiène à Albertville. Heureusement, des insecticides étaient disponibles et toute la région a pu être désinfectée après le retrait des eaux. Le système local d'évacuation des déchets était tout à fait inadéquat, de sorte que des camions de l'ONUC ont dû être utilisés à cette fin. Dans toutes les villes susmentionnées, on a eu recours aux camions de l'ONUC pour mettre en oeuvre le dispositif d'enlèvement des ordures.

Les marais des communes de Kisangani et de Kabondo ont été drainés et rendus propres à la culture. Des ingénieurs de l'OMS ont également remis en état les systèmes d'égouts de l'hôpital et de la ville. Un système d'inspection des aliments a été mis en vigueur et des insecticides ont été fournis pour la lutte contre les moustiques.

L'ingénieur sanitaire de Coquilhatville a organisé une campagne de nettoyage des rues dans les villages voisins. A Luluabourg, le marché a été nettoyé et repeint et une campagne antianophélie a été lancée.

MAGISTRATURE

En 1963, 47 juristes et magistrats que les Nations Unies avaient recrutés sur le plan international occupaient dans le système judiciaire du Congo des postes statutaires auxquels ils avaient été désignés par le Président de la République. Les services de 15 juristes avaient également été fournis par la Belgique au titre d'accords bilatéraux. Ces effectifs étaient cependant loin de satisfaire aux besoins du pays. Sur les 31 tribunaux de district, 15 n'avaient aucun magistrat et les services judiciaires étaient devenus caducs. D'autres tribunaux étaient dans l'impossibilité de juger toutes les affaires dans les délais légaux.

Jusqu'à ce que la République soit dotée d'une nouvelle constitution, probablement en 1964, la structure judiciaire d'avant l'indépendance sera en grande partie maintenue. L'administration de la justice dans les tribunaux coutumiers a toujours été assurée par les chefs coutumiers. La loi écrite est administrée, à l'échelon le plus bas, par des fonctionnaires congolais dans les tribunaux de simple police. A l'échelon immédiatement supérieur, se trouvent les tribunaux de district présidés par un magistrat de carrière et comprenant des assesseurs choisis parmi les fonctionnaires, et un greffier. Des experts de l'ONUC ont été affectés aux tribunaux de district. Dans les principaux centres du Congo, à savoir Léopoldville, Stanleyville, Coquilhatville, Bukavu, Luluabourg et Elisabethville, il y a des tribunaux de Première instance dont chacun comprend trois juges. Il n'existe que deux cours d'appel au Congo, l'une à Léopoldville et l'autre à Elisabethville. La compétence de la Cour d'Elisabethville est limitée, pour le moment, à la région du Katanga tandis que celle de la Cour de Léopoldville s'étend au reste du pays. Il n'y a pas encore de Cour suprême.

En 1963, les experts de l'ONUC étaient affectés comme suit:

Ministère de la justice: Un Conseiller juridique; deux juristes.

Cours d'appel: Un Procureur général; trois Conseillers; un Substitut du Procureur général.

Cours de Première instance: Trois Procureurs d'Etat; quatre Juges-présidents; cinq juges.

Tribunaux de district: Dix Juges-présidents; six Premiers substituts du Procureur d'Etat; onze Substituts du Procureur d'Etat.

Le conseiller juridique principal, deux experts de l'ONUC et quatre experts belges attachés au Ministère de la justice conseillent le Gouvernement sur les problèmes généraux relatifs à l'organisation de la magistrature et de ses services auxiliaires. Des plans sont en cours de préparation en vue de réformer la police judiciaire et les prisons d'Etat. Le Ministère a élaboré cette année plusieurs statuts importants, notamment un statut portant création d'une Cour suprême et un autre instituant une Haute cour de justice. On a procédé à une révision complète de la législation. Une assistance a été fournie pour l'élaboration d'une nouvelle constitution qui, on l'espère, pourra être adoptée en 1964, par consultation populaire, en remplacement de la Loi fondamentale.

Après la réintégration du Katanga à la République, au début de 1963, le Gouvernement a demandé à l'ONUC de pourvoir aux principaux postes des services judiciaires de cette province, lesquels étaient auparavant occupés par des magistrats désignés par le gouvernement sécessionniste du Katanga, qui n'avaient donc aucun mandat du Président de la République. Pour faire suite à cette demande, cinq experts de l'ONUC se sont rendus à Elisabethville où ils ont assumé les fonctions de Procureur général, de Procureur d'Etat et d'Avocat général à la Cour d'appel, ainsi que de Juge-président et de Juge au tribunal de Première instance.

Les magistrats de l'ONUC ont prononcé cette année 2 105 jugements à Léopoldville et 1 709 dans d'autres tribunaux du pays. Une quarantaine de cas sont soumis chaque jour au Tribunal de district de Léopoldville. Ce chiffre élevé est dû en grande partie au chômage et à l'accroissement rapide de la population des quartiers périphériques de la ville. Il s'ensuit que la prison d'Etat de Makala est surpeuplée, avec plus d'un millier de détenus dont les deux tiers attendent de passer en jugement. Pour décongestionner Makala, de nombreux prisonniers sont transférés à la prison militaire de N'Dolo. Il est prévu de créer une deuxième chambre du tribunal de district pour remédier à cette situation.

La section des jeunes délinquants au tribunal de district de Léopoldville juge chaque mois une vingtaine de délits commis par des mineurs. Ceux-ci sont internés à Makala en même temps que des adultes détenus pour les crimes et délits les plus divers, et lorsqu'il est pratiquement impossible de les rééduquer. Le Gouvernement a chargé la Société d'assistance sociale de réorganiser les maisons de correction; il projette de confier la Section des jeunes délinquants à deux juristes qualifiés, de préférence du sexe féminin.

Formation

En plus de fournir des magistrats et des juristes, l'ONU a aidé à former des Congolais destinés à les remplacer. L'Ecole nationale de droit

et d'administration (ENDA)^{1/} devrait pouvoir former, par son programme de quatre ans de niveau universitaire et par la formation accélérée qu'elle dispense en six mois, des Congolais qualifiés susceptibles d'occuper dès 1966 les postes vacants aux échelons subalternes de la magistrature. Il est prévu que quelque 120 étudiants, qui reçoivent à l'ENDA une formation juridique accélérée, pourront assumer leurs propres responsabilités aux échelons tels que ceux de substitut du Procureur d'Etat et de substitut de parquet. On escompte, d'autre part, qu'environ 120 étudiants en droit du Centre d'études juridiques de l'Université d'Elisabethville auront terminé leurs études en 1966 et que quelque 45 autres auront été formés à l'Université Lovanium. On évalue en outre à une centaine le nombre des étudiants qui, en 1966, auront terminé leurs études dans des universités d'outre-mer.

^{1/} Voir chapitre "Fonction publique - Ecole nationale de droit et d'administration (ENDA)".

TRAVAIL

Depuis 1960, le Gouvernement du Congo reçoit de l'Organisation internationale du travail (OIT) une assistance intéressant un grand nombre de problèmes du travail, notamment la réforme de la législation et des pratiques du travail, la réorganisation du régime de la sécurité sociale, le développement de la formation technique, l'organisation de coopératives et les relations professionnelles en général.

En 1963, une équipe de l'OIT, comprenant un consultant principal, trois conseillers régionaux et un expert en matière de formation a été affectée au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Elle a aidé le Ministère à élaborer et à réviser la législation suivant les normes internationales du travail. En outre, elle a assuré la formation en cours d'emploi du personnel de ce ministère, en particulier des inspecteurs du travail.

Pour contribuer à l'établissement d'une administration efficace du travail dans les provinces, des experts de l'OIT ont accompagné des fonctionnaires du Ministère lors d'une enquête à l'échelle nationale portant sur tous les aspects de la situation dans le domaine du travail. Ils ont recueilli des données sur le statut des ministères ou départements provinciaux du travail, les services d'inspection du travail, les services de l'emploi, les barèmes locaux des salaires, la classification des professions et les relations syndicales. Sur la base de ces renseignements, des mesures ont été prises pour améliorer la structure et l'efficacité des services du travail et aborder d'une façon constructive les problèmes opposant travailleurs et employeurs. D'autre part, à la suite de cette enquête, le Ministère a décidé d'affecter, en 1964, à Bukavu et à Elisabethville, des conseillers en matière de travail chargés d'aider les autorités provinciales dans les régions du Kivu et du Katanga à résoudre les problèmes locaux qui se posent dans ce domaine.

L'Institut national de la sécurité sociale a été créé en 1961, avec l'assistance de l'OIT, en vue de mettre en vigueur la nouvelle législation élaborée au profit de la main-d'oeuvre congolaise. En 1963, de nouvelles mesures s'imposaient pour améliorer l'exécution du programme et apporter à la législation de base les amendements jugés nécessaires après deux ans de pratique. Trois experts de l'OIT (un spécialiste de la législation et de l'administration, un expert en matière d'organisation et de méthodes et un expert en gestion financière et comptable) ont été affectés au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale ainsi qu'à l'Institut national pour contribuer à l'accomplissement de cette tâche.

L'expert en matière de législation et d'administration a participé à l'élaboration de lois et de règlements qui serviront de cadre à une

réforme de l'administration de la sécurité sociale. On escomptait que ces textes législatifs pourraient être promulgués au début de 1964. L'expert a également pris part à des missions auprès des organismes régionaux afin d'introduire de meilleures procédures pour le recouvrement des primes et le versement des indemnités. L'expert en matière d'organisation et de méthodes a continué à conseiller le Directeur général de l'Institut sur les questions techniques et administratives intéressant la sécurité sociale. Son action tendait principalement à simplifier les méthodes suivies pour l'encaissement des primes et le règlement des pensions. L'expert en matière de gestion financière et comptable a procédé à une étude du système comptable de l'Institut, ce qui a abouti à l'adoption d'un système simplifié. En outre, cet expert a contribué à la préparation des bilans des exercices 1962 et 1963; il a réorganisé la tenue des livres et apuré les comptes bancaires. Il a apporté certaines modifications fondamentales à la structure des comptes, notamment dans les méthodes d'enregistrement des transactions, l'organisation du travail et les tâches et fonctions du personnel.

On a commencé à remettre en service les coopératives, plusieurs d'entre elles ayant cessé de fonctionner depuis quelques années faute d'administrateurs, de comptables et de cadres. Un expert de l'OIT en matière de coopératives a été attaché au Ministère du Plan et du Développement industriel. En collaboration avec les fonctionnaires de ce ministère, il a entrepris plusieurs missions dans les provinces pour aider à organiser les coopératives locales et donner des conseils sur les programmes de formation et d'enseignement. En sa qualité de membre du Groupe consultatif de travail chargé d'enquêter sur les problèmes des coopératives, l'expert de l'OIT a terminé, conjointement avec les fonctionnaires des Ministères du Plan, de l'Agriculture, de l'Economie nationale, des Classes moyennes et des Affaires sociales, l'élaboration d'une ordonnance-loi qui doit être promulguée en 1964 portant réforme de la législation relative au contrôle des coopératives.

Au cours de ces dernières années, environ 60 000 réfugiés du Ruanda ont cherché asile au Congo, dans la région du Kivu. En 1963, les fonctionnaires de l'OIT ont effectué une étude sur leurs conditions de vie afin de les aider à s'intégrer de façon satisfaisante à leur nouveau milieu. Par suite des recommandations de ces fonctionnaires, le Gouvernement prend, avec l'assistance de l'OIT et du Haut-Commissariat pour les réfugiés, des dispositions destinées à améliorer le sort des réfugiés en les intégrant complètement aux communautés rurales dans lesquelles ils vivent. On a l'intention d'incorporer ce projet à un programme plus ample qui est actuellement à l'étude en vue d'assurer un développement intégré des zones rurales en général.

Formation

Sur la base d'un rapport préparé par l'OIT en 1961, le Gouvernement a adopté des plans visant à créer un vaste système national de formation technique prévoyant l'établissement de centres de formation, de projets-pilotes, d'équipes itinérantes d'instructeurs et d'un Institut national de formation technique. En novembre 1962, un Groupe de travail tripartite central, composé de représentants des Ministères du Plan et du Travail, d'experts de l'OIT et de membres d'organisations patronales et de syndicats, a été créé en vue d'élaborer des plans pour cet Institut. En 1963, le Groupe de travail a continué ses travaux de recherches et sa planification et terminé l'élaboration d'une législation qui doit être promulguée sous forme d'ordonnance-loi portant création de l'Institut et de deux établissements auxiliaires régionaux. Le Gouvernement a prévu dans son budget de 1964 des fonds à l'intention de l'Institut, pour lequel une aide financière supplémentaire est recherchée auprès des Nations Unies.

Afin de faire face aux besoins urgents du Congo, un programme de formation de mécaniciens d'automobiles a été établi avec l'assistance de l'OIT pour assurer l'entretien des véhicules publics dans tout le pays. Trois équipes ont été réparties entre Coquilhatville, Stanleyville et Bukavu en vue de former le personnel local dans l'entretien et l'utilisation des véhicules et de l'outillage appartenant aux services provinciaux des transports.

L'OIT a organisé cette année deux cours de formation à l'intention des fonctionnaires du travail. Le premier, destiné aux inspecteurs, a été suivi avec succès par 19 Congolais et un ressortissant du Burundi. Quatre des participants, y compris celui du Burundi, (1) ont ensuite reçu des bourses de perfectionnement offertes par l'OIT pour des études intensives en Europe, y compris une formation en cours d'emploi. Le second cours était destiné aux contrôleurs du travail; les 24 participants ont obtenu des diplômes.

L'expert de l'OIT en matière de statistique du travail, qui a été chargé vers le milieu de 1963 de contribuer à la création d'un département de statistique du travail, a également préparé des plans pour un programme de formation en cours d'emploi.

(1) La bourse de perfectionnement du ressortissant du Burundi a été payée par ce pays.

Des bourses de trois mois ont été octroyées en 1963 aux neuf premiers parmi les diplômés des cours d'éducation ouvrière qui ont été donnés conjointement par l'ONUC et l'OIT, vers la fin de 1962, à Léopoldville et à Stanleyville. Les élèves de ce cours avaient été désignés par les syndicats congolais et ceux qui ont bénéficié de bourses représentaient diverses tendances du mouvement syndical. Le programme relatif à ces bourses a commencé et s'est terminé par de brèves périodes d'étude au Siège de l'OIT à Genève. Il comprenait également des périodes de formation assurées par les syndicats de France, de Belgique et de Suisse.

Trois bourses de perfectionnement d'une durée de six mois ont été offertes par l'OIT à un fonctionnaire du Ministère du travail et à deux autres de l'Institut national de la sécurité sociale, pour leur permettre d'acquérir à l'étranger une formation avancée en sécurité sociale.

L'OIT a fondé deux centres de formation d'employés de bureau, l'un à Léopoldville et l'autre à Stanleyville. Celui de Léopoldville a donné un premier cours de 10 mois qui s'est terminé le 31 août 1963. Sur les 90 participants à ce cours, 58 l'ont suivi en entier et 33 ont réussi à l'examen final; dix de ceux-ci se sont ainsi qualifiés comme secrétaires, 14 comme comptables et 9 comme commis. Quatre-vingt-douze étudiants se sont inscrits au cours suivant, qui a commencé en novembre 1963. Le centre de Stanleyville a commencé à fonctionner en juillet 1963 avec 52 étudiants inscrits au cours général sur les travaux de bureau. En octobre, les sections de comptabilité et de secrétariat ont commencé leurs activités avec 24 et 23 stagiaires respectivement, ce qui a porté à 99 le nombre total des inscriptions.

MINES

L'importance, pour l'économie congolaise, des riches ressources minières du pays est démontrée par le fait que les produits miniers représentent environ 70% des exportations nationales et que cette industrie emploie environ 50 000 personnes. Depuis l'indépendance, les grands centres miniers ont continué à produire; au début de 1963, l'indice de la production, sur la base de 100 en 1948, s'établissait à 171 au lieu de 181 en 1959. Ce fléchissement provenait en partie de l'interruption par la Forminière de l'exploitation de deux de ses mines de diamant dans les régions troublées de Luluabourg et de Tshikapa, et d'une diminution subite de la production d'or et d'étain du Maniéma.

En 1963, six experts miniers des Nations Unies aidaient le Gouvernement à rétablir l'économie minière à son niveau de 1959 et à lui assurer un taux d'accroissement correspondant à la nécessité de relever le niveau de vie. Sur ce nombre, trois ingénieurs des mines (le consultant principal, un spécialiste de l'économie minière et de la statistique et un spécialiste de la législation minière), ainsi que deux géologues étaient attachés au Ministère des terres, mines et énergie. Un autre ingénieur était affecté à Bukavu où il devait inspecter les mines de la région et aider le Gouvernement provincial à les contrôler.

Les experts affectés au Ministère exécutaient des tâches multiples et variées. Les principaux programmes entrepris en 1963 comportaient: une étude destinée à la réorganisation du Département des mines, un examen de la législation minière actuelle, des inspections périodiques dans les provinces minières et l'élaboration de plans visant à accélérer la formation de personnel congolais. Etant donné que le Ministère ne disposait guère de renseignements géologiques et métallogéniques intéressant les ressources naturelles du pays, on a entrepris, avec l'aide de l'ONUC, d'établir un inventaire détaillé des ressources déjà mises en valeur et de classer les réserves minières en tonnage certain, tonnage probable et tonnage possible. On se proposait ensuite de classer les terrains en zones déjà exploitées, en zones en cours d'exploitation et en zones présentant des indices de gisements à prospecter en priorité.

Tout en aidant le Ministère à résoudre ses problèmes quotidiens, les experts de l'ONUC ont donné des conseils techniques à quelques-unes des exploitations minières et les ont aidé à obtenir les attributions de devises qui leur étaient nécessaires pour fonctionner et se développer normalement. La pénurie de devises et l'insuffisance des moyens de transport posaient des problèmes constants. Le problème le plus grave était cependant celui du trafic illicite des pierres et métaux précieux qui privait le Gouvernement de recettes dont il avait grand besoin. A cet

égard, les experts de l'ONU ont effectué une étude sur l'industrie du diamant et sur son importance pour le Congo du point de vue économique, financier et budgétaire. Les rapports présentés au Gouvernement à ce sujet renfermaient des recommandations sur la création d'un organisme chargé de la lutte contre le trafic illicite.

Pendant cette année, les géologues ont entrepris des études métallogéniques en vue de développer l'industrie minière du pays. Les rapports qu'ils ont soumis au Gouvernement portaient sur la possibilité d'exploiter de nouveaux gisements de potasse, de pétrole, de phosphates, de cuivre (au Bas-Congo), d'uranium et d'aluminium. D'autres rapports traitaient de la prospection du diamant dans les régions encore inexploitées à cet effet (Nord-Katanga, Kwango, Lomani et Uélé) et de la recherche de l'étain et des pegmatites dans les parties inexploitées du Maniéma.

Après avoir examiné la législation, les concessions et les conventions en vigueur, l'expert en matière de législation minière a élaboré un projet de code minier adapté au statut du pays en tant qu'Etat souverain. Ce code a été soumis au Gouvernement pour ratification. Il prévoit notamment la création d'un Conseil minier chargé de contrôler les politiques et l'administration des mines. Son application contribuerait à renforcer les règlements régissant les concessions.

Afin d'accroître la production, les experts de l'ONUC ont apporté leur concours au Ministère en vue de faciliter le fonctionnement des diverses entreprises minières. Cette action est orientée vers les résultats suivants:

Kilo-Moto (Ituri). Une augmentation des devises attribuées doit permettre de relever la production de 40% (de 5 à 7 tonnes d'or pur par an).

Géomines. Une augmentation des devises attribuées doit permettre de doubler la production de cassitérite de Géomines (de 2,000 à 4,000 tonnes par an).

Miba (Bakwanga). Les mines de diamant doivent augmenter leur production annuelle de 3,5 millions de carats équivalant à 10 millions de dollars.

Forminière. Il existe une bonne possibilité que cette entreprise reprenne au début de 1964 l'exploitation des deux mines qu'elle avait fermées à Luluabourg et à Tshikapa en raison de l'agitation ouvrière qui s'est produite en 1962.

De façon générale, l'aide apportée au Ministère des Terres, Mines et Energie a permis de réaliser des progrès en ce qui concerne les problèmes de transport, l'attribution de devises et le recrutement d'experts étrangers. Parmi les autres problèmes en suspens, les plus importants étaient le trafic illicite du diamant et de l'or, la nécessité de dresser un inventaire détaillé des biens et des droits miniers, et la reprise de la prospection

et des recherches à une cadence correspondant à celle de 1958, ce qui nécessiterait des travaux dont le coût s'élèverait à 10 millions de dollars. La question de la formation professionnelle restait également très préoccupante étant donné que les porions, chefs porions, techniciens et ingénieurs disponibles ne répondaient pas aux besoins de l'industrie minière. On a étudié la création d'un organisme chargé de l'inspection générale des mines. Cet organisme comprendrait un bureau de standardisation de l'équipement, un bureau de méthodes et de prix de revient, un bureau économique et fiscal, un bureau de documentation et d'information ainsi qu'un bureau juridique.

De l'avis des experts de l'ONUC affectés au Ministère, les mesures suivantes sont parmi les plus importantes qu'il faut prendre: établir les normes et les teneurs limites d'exploitabilité et énoncer les règles techniques relatives au niveau de rendement; réduire les terrains concédés et accorder des concessions à de nouvelles sociétés mixtes disposant des ressources techniques et financières nécessaires; fixer les règles applicables en ce qui concerne les taux minima de productivité et le maintien de concessions en réserve pour exploitation future; uniformiser les règles fixant les droits ou redevances à verser par les diverses sociétés minières; créer un organisme de prospection ayant pour but de favoriser l'expansion des activités minières. On a également proposé au Gouvernement d'établir un bureau des recherches géologiques et de prospections minières, avec la participation des sociétés minières et des groupes miniers étrangers intéressés aux investissements au Congo. Ce bureau aurait pour objectif de dresser une carte géologique du Congo au 1/500ème, d'encourager l'exploitation minière par le repérage et la préparation de nouveaux gisements, de former des ouvriers spécialisés et de favoriser la création d'entreprises congolaises et mixtes (congolaises-étrangères).

Formation

L'Ecole nationale des mines ^{1/} a été créée à Bukavu au début de 1963, sous les auspices de l'UNESCO. En octobre, 100 élèves de niveau post-secondaire se sont inscrits au programme de quatre ans destiné à la formation d'inspecteurs des mines et d'ingénieurs des mines. Des dispositions sont prises afin d'octroyer à des élèves sélectionnés ayant terminé leur formation, des bourses pour études avancées à l'étranger. Le Fonds spécial a assumé le financement de l'école à partir du 1er février 1964.

^{1/} Pour plus de détails, voir le chapitre "Education".

INSTRUCTION DE LA POLICE

Les contingents de la police nigérienne de l'ONUC stationnés à Léopoldville, Bukavu, Luluabourg et Stanleyville ont assuré, depuis la fin de 1960, l'instruction pratique d'unités de la force de police congolaise. En 1961 et 1962, les experts de l'ONUC ont contribué à l'instruction donnée dans les écoles de police congolaises. Néanmoins, en 1963, bien qu'ayant pratiquement doublé ses effectifs depuis 1960, la force de police exerçait en général peu d'autorité et on ne pouvait pas s'y fier pour le maintien de l'ordre en cas d'urgence.

Au début de l'année, le Gouvernement central a demandé l'assistance des Nations Unies pour créer dans tout le pays plusieurs écoles de police destinées à la formation d'officiers. On a décidé, pour commencer, d'utiliser les bâtiments actuellement affectés à la formation du personnel de police et d'ouvrir une école nationale de police à Léopoldville. Les gouvernements provinciaux devaient être invités à désigner des élèves, à raison de trois par province, qui viendraient suivre à Léopoldville un programme de formation d'officiers d'une durée de deux ans. On envisageait d'admettre chaque année 130 élèves qui seraient considérés comme boursiers. En attendant l'organisation d'écoles provinciales, on se proposait d'affecter à chaque province, aux fins d'instruction, trois officiers de police recrutés sur le plan international. Chaque équipe travaillerait au service de la police provinciale pendant deux ans au terme desquels les premiers officiers de police diplômés de l'école pourraient les remplacer.

Les Nations Unies ont chargé un expert principal de la police de mettre au point les détails de ce projet avec les fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur. En outre, des mesures ont été prises pour recruter les officiers de police dont l'école a besoin.

On envisage de coordonner ces activités avec celles d'un certain nombre de programmes bilatéraux.